

n° 716 — 4 F

du 28 OCT. AU 3 NOV. 76

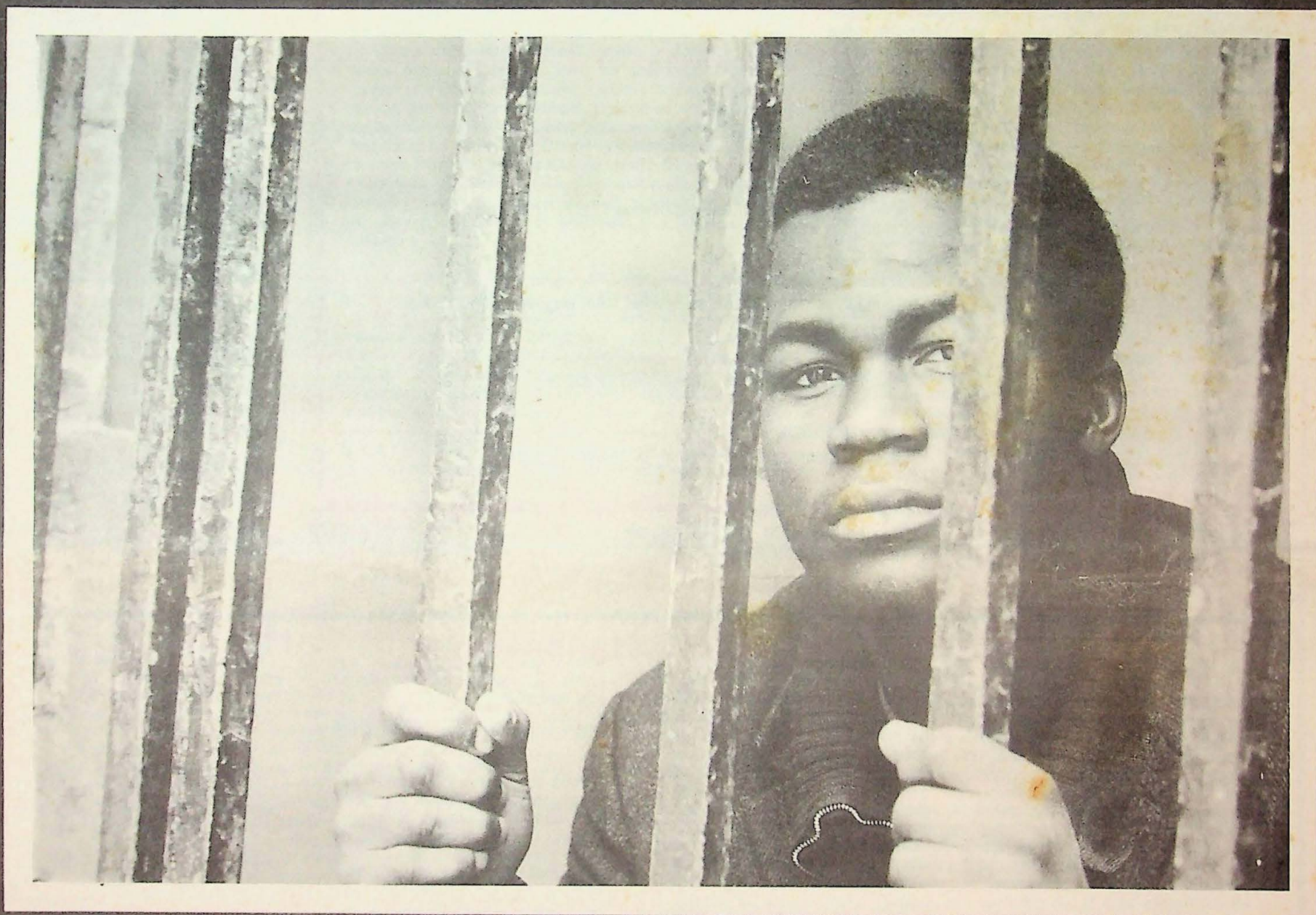
**nouvelle édition**

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

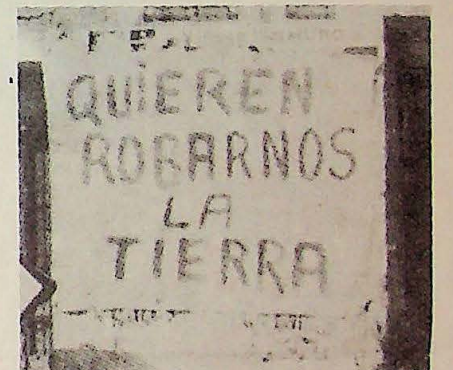
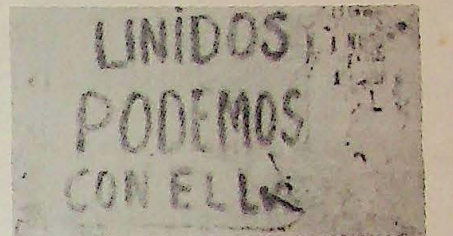
# tribune socialiste

dossier  
**Espagne**



**exclusif**

interdit par Ponia publié par TS



Direction politique :  
Alain Tiemcen

**Rubriques :**

- **Où va la France ?** Léo Golberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphane Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

**Collaborateurs permanents :**

- G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

**Dessinateurs :**

- J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

**Collaboration technique :**

- Max Pagis - José Sanchez - E. Vignati

**Secrétariat - Documentation :**

- Marie-Françoise Chailleux

**Promotion :**

- S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin  
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64  
Administration et publicité : 566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :  
Informatic-Press, Saint-Ouen

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

**Où va la France ?**

- Affaire Dassault : un bain de boue. *Rémy Grillaut* P. 4
- Police : rien ne va plus... *Pierre Thuret* P. 5

**Briser la chaîne**

- Rhône-Poulenc : nationaliser du vent ? *Charles Dupuis* P. 6
- Figeac : coulage dans l'aéronautique. *Yves Sparfel* P. 7
- Le 23 octobre à Nantes : quels lendemains ? *PSU-Loire-Antlantique* P. 7
- Sonacotra : les saisies-arrêt dans l'air. *Michel Camouis* P. 8
- Alençon : une manifestation pour M. Caillère. *PSU-Alençon* P. 8

**Et pourtant elle tourne**

- Plan Andreotti : la base regimbe. *Alain Chataignier* P. 9
- « Libérez-les ! ». *Jeanne Brunswick* P. 10
- Thaïlande : recours à l'armée. *Michel Camouis* P. 10

**Notre dossier :**

**Espagne**

- Espagne libre ? *Claude Desliat* P. 11 à 14

**Les choses de la ville**

- GAM : petite musique autogestionnaire. *J.-F. Thoraval* P. 15
- Expulsions urgentes P. 15

**Les exclus de l'intérieur**

- Municipales : femme exclue, femme alibi. *Huguette Bouchardeau* P. 16

**Censure**

- Prison d'Afrique : Ponia l'interdit, TS le publie P. 17 à 20

**C'est aussi politique**

- Parabole pour le temps présent. *Dominique Nores* P. 21

**Les armes de la critique**

- Le chant du cygne. *Maurice Najman* P. 22
- Trois livres anti-coloniaux

## courrier des lecteurs

Si je prends quelques minutes de mon week-end pour vous écrire, c'est pour vous dire que nous apprécions *TS* « nouvelle formule », quoiqu'il y ait sûrement des efforts à faire pour que le journal soit plus engageant.

Sur un point précis, mes camarades et moi (la plupart appartenons à la section SNCF) voudrions vous mettre en garde sur le fait qu'il nous semble y avoir trop de place réservé à l'international.

Il est certes plus facile d'écrire sur de lointains horizons ; mais la réalité française est suffisamment riche pour que ce penchant apparent de la rédaction de *TS* ne devienne pas excessif, notamment au niveau des « dossiers ».

Publiez-vous cette lettre ? Amitiés socialistes et bon courage.

Gilles BONNET  
Aulnay ■

Je vous ai fait parvenir la semaine dernière un article concernant l'expulsion de Hélène Vernet à Levallois afin que celui-ci paraisse au plus vite dans *TS*. L'article en question n'est pas paru. Inutile de vous dire que Madame Vernet et son Comité ont été très déçus... Pour ma part, en temps que militant du PSU et lecteur assidu de *TS*, je déplore vivement que ce papier ne soit pas passé dans notre journal.

Cela semble d'ailleurs poser une grave question sur le rôle et le contenu de *TS* : dans le n° 714, une place trop belle est faite aux articles de fond parfois un peu vaseux ; pourquoi avoir consacré deux pages entières (pp. 4 et 5) au bouquin de Giscard, une seule suffisait largement... Il faudrait consacrer plus de place aux papiers concernant les luttes. C'est seulement ainsi que *TS*

jouera son rôle de support aux luttes populaires et pourra élargir son audience.

Dominique PLIHON Levallois ■

Vous voulez que l'on vende *TS*. Or certains articles sont si théoriques que je ne vois pas comment *TS* peut être un journal de masse et en particulier celui des travailleurs manuels. Pour que *TS* soit davantage vendu, il faut, à mon avis, veiller à trois choses : éviter le vocabulaire complexe, partir du concret, se faire l'écho des actions menées et les analyser. (...)

Bravo pour l'article de Goldberg sur Michel Rocard. C'est clair. Tous les articles de Sparfel font qu'on a envie de les lire. Najman, ça manque de faits et ça ne coule pas. Amitiés

Michel ROBICHON Angers ■

A la suite de l'interview réalisée par Gilbert Hercet (cf. *TS* n° 714), Paul Noirot, rédacteur en chef de *Politique Hebdo* nous a adressé le rectificatif suivant :

*Je crains qu'en condensant mes propos, publiés dans le dernier numéro de TS, Gilbert Hercet n'en ait parfois déformé le sens. Ainsi, la référence à la distance critique que nous souhaitons prendre par rapport à l'extrême gauche ne saurait être interprétée comme une quelconque volonté de désengagement. De même, l'affirmation que « nous n'interviendrons plus dans les débats internes du PSU » devait être reportée — ce qui a été omis dans la transcription de l'interview — à la polémique que nous avons entretenue, voici deux ans, contre Michel Rocard et ses amis.*

Paul NOIROT ■



interdit par Ponia publié par TS

## législatives partielles candidats PSU

Le PSU présente des candidats dans quatre des circonscriptions où auront lieu les élections législatives partielles des 14 et 21 novembre 1976.

A Paris, dans le 5<sup>e</sup>, Victor LEDUC, secrétaire national; Claude BUREAUX, militant syndical (suppléant). Yvelines: Geneviève PETIOT, membre du Bureau national; Yvonne CAMBON, membre du Bureau fédéral, militante syndicale (suppléante). Rhône (Villefranche-sur-Saône): Gérard DUBREUIL, secrétaire de la section. Corrèze: Marguerite GUILLIEN, membre du Bureau national; Daniel ESPINAT (suppléant).

En Gironde, Jean-Paul FONTAGNERE, candidat révolutionnaire pour l'autogestion est soutenu par le PSU.

Le PSU tout entier est concerné par cette campagne. Les candidats du PSU vont partout mener la bataille contre les représentants de la droite la plus « musclée » de Jacques Chirac à Jean Tiberi. Ils développeront en même temps les positions propres du PSU à l'égard des partis de l'Union de la gauche contre tout compromis avec Giscard et le patronat, pour le socialisme autogestionnaire, contre toute forme de pouvoir bureaucratique.

Des numéros spéciaux de TS comprenant douze propositions du PSU, nos positions contre le programme nucléaire et deux pages sur chacune des circonscriptions seront édités pour être largement distribués aux électeurs. ■

# éditorial

## la crise du giscardisme

**O**u va Giscard? L'annonce, lors du voyage retour de La Réunion, d'un net engagement présidentiel dans la campagne électorale de 1978 ne lève pas l'interrogation. Non pas que le président soit dépourvu de projet politique. Celui-ci, qui consiste à jeter un pont du côté des secteurs dits « raisonnables » de la gauche, est maintenant plus que transparent. Mais c'est plutôt des contradictions qu'entraîne ce projet dans la situation politique présente que naît l'interrogation.

Précisons.

Une double lecture, disons une double interprétation, de la Constitution de 1958 est possible. Celle des gaullistes est bien connue. Elle repose sur une dialectique des blocs droite-gauche permettant d'établir une majorité présidentielle nette et stable. Mais une autre utilisation des mécanismes institutionnels, pourtant hérités du gaullisme, est possible. Poher en son temps en avait d'ailleurs esquissé le projet.

Il s'agirait alors pour un président se situant plus que jamais « au-dessus des partis » de gouverner à partir d'une « majorité d'idées », selon la formule de ce vieux malin d'Edgar Faure. La majorité d'idées en question c'est chez Giscard « gouverner au centre »; disons que très pratiquement, il s'agit de construire des majorités variables et interchangeable selon les problèmes et les moments. Un tel système n'avait pu fonctionner sous la IV<sup>e</sup> République faute de cohésion des structures du pouvoir; l'accentuation du présidentia- lisme — certes éclairé — devrait aujourd'hui fournir les moyens politiques et pratiques qui faisaient alors défaut.

**M**AIS un tel système, s'il débouche sur un renforcement du présidentia- lisme, suppose, pour fonctionner, et même simplement être instauré, que la vie politique soit arrachée à la domination de l'opposition des blocs de forces. Or, c'est précisément ici que la planche est glissante pour Giscard. L'approfondissement de la crise capitaliste — tant nationale qu'internationale — a entraîné une restriction de la base sociale d'appui du pouvoir et a sérieusement réduit ses marges de manœuvre. Il en est résulté une accentuation des polarisations politiques qui, loin

d'atténuer l'affrontement en termes de blocs de forces, a, au contraire, poussé et contraint les états-majors à maintenir leurs alliances. Telle est la dominante de la situation politique en France aujourd'hui qui, loin de glisser vers les « majorités d'idées », va au contraire connaître de sévères affrontements droite contre gauche. Là est la contradiction majeure du projet giscardien et l'insuccès de « l'opération Barre », quelques semaines seulement après son lancement, confirme que, tôt ou tard, une crise politique sérieuse a de fortes chances de s'ouvrir en France.

**C**ERTES, rien n'est pour autant résolu. A gauche les sirènes du « bon usage du giscardisme » trouvent quelques oreilles complaisantes. Par ailleurs, la crise monétaire rebondit et pourrait plonger les pays occidentaux dans un marasme économique encore plus profond. Dans une telle situation les appels à la construction d'un « consensus national » et à l'extinction de la lutte des classes risquent de trouver de nouveaux soutiens.

Tout cela nous le savons. C'est d'ailleurs pourquoi nous estimons qu'il faut être clairs. D'abord sur la nécessité du rassemblement unitaire — y compris à propos des municipales — pour battre le pouvoir; mais aussi sur le contenu des objectifs de la lutte. Des bases d'accord existent, nous l'avons dit nettement; l'action en premier lieu, le débat ensuite devraient permettre de les préciser. Ainsi en est-il des problèmes institutionnels. Le PSU n'a pas signé le programme commun de gouvernement des partis de gauche; il n'en ignore pas pour autant nombre de dispositions — à commencer par les nationalisations — qu'il est prêt à soutenir. Mais en ce qui concerne, entre autres, les structures institutionnelles instaurées en 1958 et qui, à l'évidence, sont aujourd'hui grosses d'une crise majeure, pouvons-nous nous satisfaire des réponses du programme commun?

Parce que nous ne le pensons pas, nous souhaitons qu'un large débat s'ouvre sur cette question comme sur d'autres que nous évoquerons ultérieurement.

Serge DEPAQUIT ■

## humeur : flics journalistes et journalistes flics

Si Poniatowski manque de flics dociles, s'il n'est pas satisfait de ses inspecteurs qui manifestent à la Porte de Pantin et ailleurs sous le prétexte qu'ils sont mal payés et qu'on leur fait faire n'importe quoi, il peut puiser dans les candidats qui viennent de se manifester dans la presse. Les confrères charognards et complices de tous les mensonges de la police grenobloise m'ont l'air parfaitement mûrs.

Posez vos stylos, confrères et allez toucher vos pistolets à la préfecture, vous êtes plus que parfaits. Vous avez trouvé les mots qu'il faut pour décrire les alarmes et les larmes de la mère, de la sœur, de la femme de Joël Matencio au moment où elles le dénonçaient à la police après avoir reconnu la voix du « tueur » à la radio et à la télé. Quel courage civique ces femmes, quelle abnégation envers la société.

Salauds !

C'était faux ! Certains d'entre vous ont fini par l'avouer à mi-voix, tard le soir, ou entre les lignes. Jamais ces femmes n'ont dénoncé ce Joël Matencio. Pourtant un certain Charles Garreau, dans le *France Soir* daté du 21 octobre écrivait de Grenoble avec la sobriété tragique qui est désormais de mise chez Hersant : « *Tout de suite une piste : Matencio. Dénoncé par une voix de femme bouleversée : la voix que je viens d'entendre à la radio est celle de Joël Matencio. C'est mon frère.* »

Faux. Archi-faux ! Le seul qui a peut-être réellement dénoncé celui qui est peut-être le meurtrier de Grenoble, c'est son beau-frère, un flic de Grenoble. A moins qu'il l'ait su avant...

Bizarre. Bizarre que l'on arrête en plein Paris, soi-disant après plusieurs dénonciations téléphoniques, un « meurtrier » que l'on recherchait à Grenoble. Bizarre, que sur, paraît-il, une quarantaine d'appels, la police tombe tout de suite sur le bon et mette trois heures à localiser un suspect inconnu qui se balade à 600 kilomètres de l'endroit où on le cherche.

Bizarre ?

Pas tant que cela. La police avait de sérieux soupçons (justifiés ou non) sur Joël Matencio et elle a monté tout le cirque de la diffusion de la voix pour créer un climat psycho-sociologique favorable à une arrestation sans preuve. Voilà la vérité. Avec en prime une belle répétition de dénonciation collective, histoire de voir comment cela marche. Le plus drôle est, qu'en définitive ça n'a pas très bien marché dans les faits. Seul résultat : une sorte d'hystérie collective et l'impression créée que la délation était le nec plus ultra en matière de travail policier.

Mais cela, ce n'est pas le travail des flics mais celui de la presse et d'une bonne équipe de journalistes-vautours déchaînés, excités par l'hystérie du *Dauphiné-Libéré* qui a poussé le vice jusqu'à sortir une édition spéciale gratuite pour annoncer le succès de l'opération dénonciation.

Bravo chers confrères, vous avez bien mérité de la majorité silencieuse. Et nos compliments au juge d'instruction, membre du Syndicat de la magistrature, qui a supervisé cette grande première.

C.M. VADROT ■

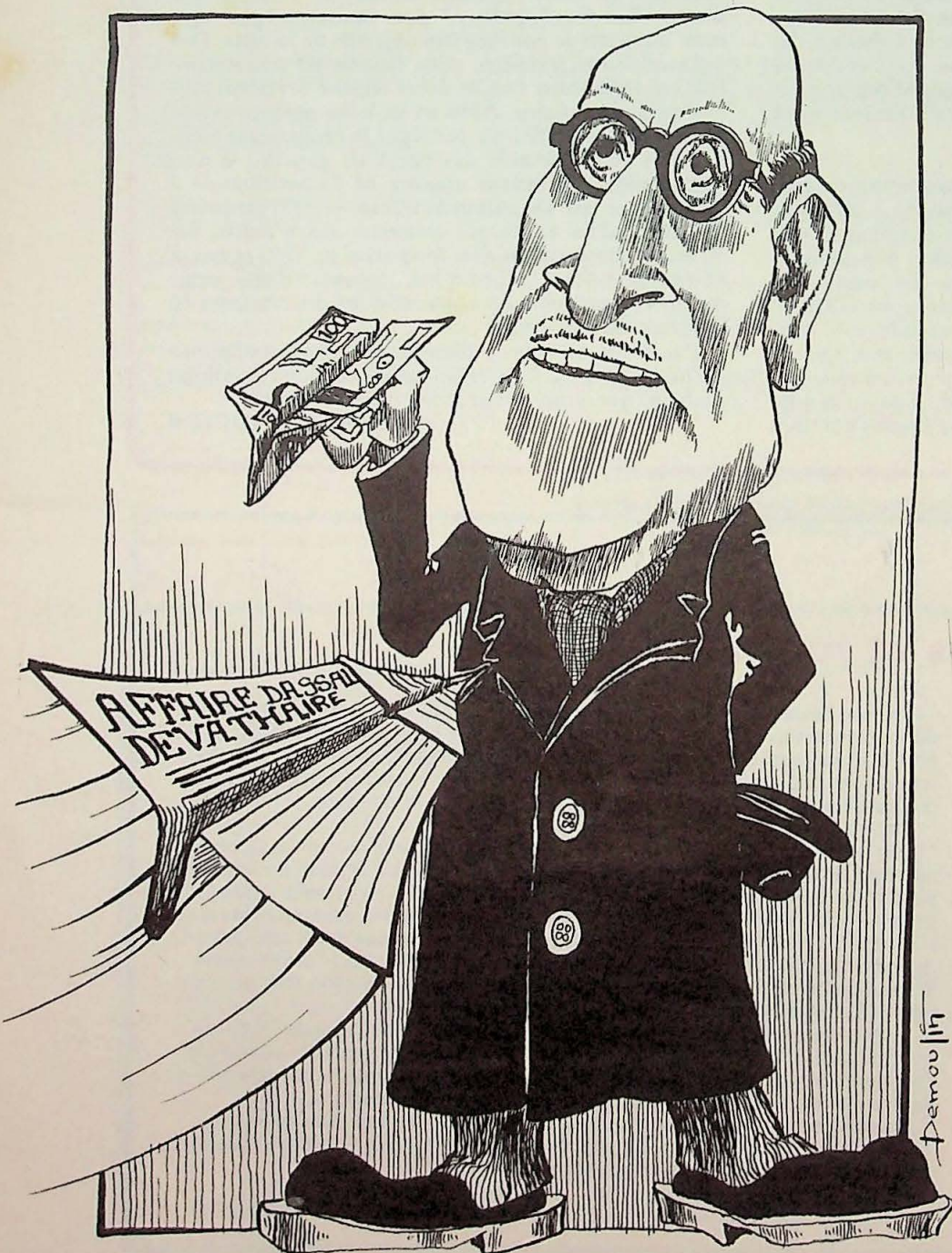
# où va la France?

## affaire Dassault : un bain de boue

Quand on est un patron intelligent et qu'en plus on veut une fois de plus rendre service à la majorité à laquelle on appartient, on fait tout simplement savoir publiquement que l'on ne voit aucun inconvénient à être nationalisé. Existe-t-il actuellement un moyen plus sûr de ramasser en quelques jours un fantastique paquet de milliards? Certes pas, les temps sont durs.

Fourguer le secteur aviation et les activités électroniques à la collectivité en amassant de quoi faire joujou dans l'immobilier et dans d'autres domaines, voilà qui apparaît comme une dernière et bonne plaisanterie de Marcel Dassault. Surtout après un jeu

subtil de surestimation du lot nationalisé. On ne voit pas pourquoi, avec la complicité du vieil avionneur, le pouvoir giscardien ne s'offrirait pas ce petit plaisir pour impressionner l'électeur. Ça ferait très social et avec des avoirs en grande partie transfé-



rés à l'étranger, ce qui resterait du groupe Dassault serait très utile en cas de victoire de la gauche en 1978.

### passer l'éponge

Comme quoi un incident de parcours, l'affaire de Vathaire, peut toujours servir à quelque chose. D'autant plus qu'une éventuelle nationalisation permettrait de passer l'éponge sur l'affaire des fraudes (c'est un bien grand mot d'ailleurs) fiscales révélées par le mini-dossier de l'homme de confiance de Dassault. Mais surtout, une telle nationalisation faciliterait l'oubli de l'autre partie du dossier : celle qui concerne les pots-de-vin que la firme Dassault distribue généreusement depuis longtemps en France et à l'étranger pour enlever les marchés. Elle permettrait enfin de faire oublier à temps les fastes des demeures de Dassault.

Car, malheureusement, il est à craindre que cette partie du dossier ne voie jamais le jour. Il est à craindre qu'elle ait été depuis longtemps détruite. A moins, à moins... que la firme Douglas qui est depuis quelques mois « en affaires » avec Dassault ne soit entrée en possession de ces « bonnes feuilles » de l'arrosage. Histoire d'avoir de... sérieux arguments lors des négociations et des partages d'usines des avions à construire.

Une hypothèse qui n'a rien de gratuite et dont on parle souvent dans les milieux d'aviation : après tout, au printemps dernier, alors que l'affaire n'avait pas commencé, c'est à Long Beach, via Miami, que se sont rendus Hervé de Vathaire et l'ex-mercenaire Jean Kay. Long Beach, quel hasard, c'est justement le siège de la firme Douglas... Un lieu rêvé pour passer le week-end.

A côté des quelques milliards que le fisc peut réclamer ou a déjà réclamer à Marcel Dassault, sa collusion financière avec un certain nombre de fonctionnaires et de vedettes politiques a une tout autre importance.

Ce qui explique que dans les milieux giscardiens qui ont allumé ce pétard sous les pas de l'UDR on commence à faire preuve d'un peu plus de prudence. Les apprentis sorciers ont été informés que le scandale poussé trop loin pourrait éclabousser sérieusement les Républicains indépendants et un ou deux hommes de l'entourage direct de Giscard. Ceux qui sont chargés de centraliser les « subventions » par exemple. Et à gauche chez certains vieux socialistes, on se souvient aussi que les largesses du père débordaient parfois un peu vers la gauche raisonnable, vers ceux qui n'étaient pas vraiment des « partageux ».

### le linge sale

A ce stade de l'affaire, de Vathaire, (tout comme Jean Kay avec lequel on tente toujours de nous amuser parce qu'il fait traîner en longueur les négociations sur le prix de son interview que se disputent de grands hebdomadaires du lundi) apparaît comme une bien pâle marionnette qui ne comprend pas

encore très bien à quels jeux on l'a fait jouer. En leur faisant croire à tous deux que tout se passerait bien pour eux, que le... transfert de fonds auquel ils participaient n'avait pas d'importance particulière. Ce qui était vrai jusqu'à un incident dont on comprend encore mal l'origine.

Il sera bien difficile désormais, si le clan Giscard décide l'apaisement et renonce à débarrasser le linge sale de l'UDR, de faire sortir tous les éléments du dossier. Chirac lui-même, largement visé dans cette affaire à cause de sa longue amitié avec la famille Dassault, semble pratiquement à l'écart des éclaboussures. Après une nouvelle petite fièvre, l'affaire va de nouveau s'enliser. Et l'on expliquera aux gens du Point que... point trop n'en faut, ou bien on se contentera de ne plus leur fournir de munitions contre Dassault. C'est simple : car dans ces histoires, en cas de révélation, il faut aussi chercher à qui la demi-vérité rapporte, avant de bénir la chance d'un journal...

Quant à la commission d'enquête parlementaire, si par hasard elle voit réellement le jour et en admettant qu'elle n'ait pas pour seule fonction de préparer l'opération nationalisation au nom de la moralité, elle ne disposera que des éléments que les uns et les autres voudront bien lui fournir. A la différence de ces homologues américains, elle ne disposera d'aucun pouvoir contraignant.

En fait, il n'y a pas plus d'affaire Dassault que l'année dernière, il y a deux ans ou bien quinze ans. Cela fait longtemps que l'industriel joue avec les bénéficiaires, les bilans et les sociétés « écrans », qu'il jongle avec les bilans en marchant en équilibre au bord de la légalité. Cela fait des années que l'on sait, que l'on murmure, que l'on dit, que Dassault, comme la plupart de ses collègues marchands d'avions et d'armes, consacre une part notable de son budget à faire... des relations publiques. Soit par des enveloppes, soit par des participations politiques directes, soit par des invitations fastueuses dans l'une de ses propriétés. Celle de Coignières, un palais de marbre rose, par exemple.

Après avoir mis en lumière la façon dont Dassault gonfle artificiellement certains frais d'études et de recherches pour les marchés d'Etat, après avoir fait le compte des subventions ayant directement gagné les comptes d'autres sociétés n'ayant qu'un lointain rapport avec l'aviation, après avoir démontré comment l'entreprise sous-traite les fabrications les moins rentables à la SNIAS, après avoir fait le compte de ce qu'économise la firme en se gardant bien de faire des investissements en équipements lourds (Dassault fait usiner ses longerons de Mirage à Bourges par la SNIAS qui perd de l'argent alors que Dassault en gagne avec ce même élément), après avoir additionné tous les coûts des fabuleux « frais professionnels » que sont les villas et autres avions ou voitures de services, ce qui serait juste et intéressant, c'est que l'on nationalise Dassault en le payant avec des nêfles.

Mais il ne faut pas rêver.

Rémy GRILLAULT ■

## police : rien ne va plus...

Le 18 octobre dernier, huit mille policiers tenaient à Paris une assemblée d'information à l'appel de l'Intersyndicale de la police qui regroupe principalement les syndicats autonomes de policiers: la Fédération autonome des syndicats de police, le Syndicat national autonome des policiers en civil, et le Syndicat des commissions et hauts fonctionnaires. Depuis, en province, d'autres meetings se sont succédé avant autant de succès.

L'événement en soi est exceptionnel. Il souligne le mécontentement des policiers. Déjà, il y a un mois, une journée de réflexion avait été organisée, et les policiers avaient défilé le 7 octobre avec les travailleurs dans les rues. C'est indéniable, il y a donc une certaine crise dans la police. Et personne ne peut y être indifférent. Tout est dû au désenchantement des policiers qui croyaient bénéficier rapi-

de ment du nouveau statut de la police promis en décembre 1974 par Ponia-towski. Le projet a été longuement préparé et mûri. Dès juillet 1975, on prévoyait la parité entre gendarmerie et police. Ça simplifiait les choses, ça améliorait le travail, les commissaires devenaient de hauts fonctionnaires et, surtout, la police voyait ses salaires revalorisés de façon importante. Une note globale de plus de 450 millions de francs pour l'Etat. On discutait sur les délais de mise en place. Et puis, dernièrement, le pavé : tout était remis en cause. La raison invoquée? Cela coûterait trop cher. En fait, nous le verrons, il s'agit sans doute d'un choix politique effectué au plus haut niveau. Les syndicats et les policiers s'aperçoivent qu'ils se sont laissés bernier, qu'il n'y aura pas les augmentations promises. On dit que Ponia a peut-être été court-circuité ;

forcement de la hiérarchie et permettait de revenir sur quelques garanties démocratiques dont l'Histoire a montré qu'elles étaient déjà bien insuffisantes. En somme, ce qu'on nous a préparé c'est une machine de répression encore plus fiable, encore plus adaptée aux exigences gouvernementales.

Il semble que le pouvoir ait renoncé à une partie de ses grands desseins ; le principe de la parité reste cependant acquis, si l'on s'en tient aux déclarations de J.-P. Soisson au Sénat. Beaucoup plus dangereuse est la réalité. Le pouvoir n'a plus totalement confiance dans sa police ; plutôt que de la payer grassement sans être sûr de sa loyauté, il préfère changer son fusil d'épaule et jouer la carte de la gendarmerie. C'est sans doute la gendarmerie qui verra sa tâche renforcée. On sait déjà qu'il est envisagé de lui donner des pouvoirs bien plus considérables. Depuis 1968, ses forces se sont formidablement accrues. Elle compte actuellement 18 000 gendarmes mobiles, 3 000 gendarmes de la Garde républicaine de Paris, 4 000 appelés du contingent, en tout cas, l'ensemble du budget national. Ce qui signifie qu'on lui accorde plus d'importance (TS l'avait

voit, des choses sérieuses se préparent.

Les policiers ne sont pas tous conscients de l'enjeu, très politique, des réformes en cours. Dans leur grande majorité, ce qu'ils voient, ce sont les promesses d'augmentations qui ne sont pas tenues. A nous de leur expliquer l'importance de ce qui se trame. Plus grave est l'attitude des dirigeants des organisations syndicales autonomes qui, eux, ont bien compris de quoi il retournait. Pierre Waterloos, secrétaire national adjoint du Syndicat autonome des policiers en civil ne déclarait-il pas à la tribune du congrès de son syndicat en juin : « Nous ne saurions en aucun cas souscrire à l'instauration d'un statut militaire pour la Police. Ce serait une solution à coup sûr antidémocratique et qui laisserait supposer de la part des instigateurs, une arrière-pensée de totalitarisme visant les institutions même de la République. » Mais ce que redoutent ces mêmes dirigeants c'est surtout d'être débordés par des actions qu'ils ne contrôlèrent pas : « C'est à une action syndicale sérieuse et responsable que nous vous appelons. » On sait ce que cela veut dire. On crie très fort pour impressionner, pour finalement se contenter de peu. Les responsables syndicaux de la police sont principalement ce qu'on appelle des républicains, c'est-à-dire des gens qui ont une haute conscience du rôle démocratique de la police dans la République ; pour eux, les difficultés actuelles proviennent du détournement de fonction qu'ils subissent. Avec une police propre et correcte ce serait mieux.



Photo ADJA

pas marché ; et, pour l'instant, l'unité syndicale est maintenue ; pour autant les bases du mécontentement sont-elles suffisamment claires ?

### encore plus fiable

Présentés de manière séduisante les projets gouvernementaux sont inquiétants ; et même s'ils sont encore modifiés ils montrent vers où se tournent les regards apeurés de nos bourgeois. Sous couvert de simplification, et grâce aux augmentations de salaires pour faire passer la pilule, on dote d'un uniforme tous les policiers civils et on augmente d'autant les effectifs disponibles en cas de maintien de l'ordre. La réforme conduirait à une soumission plus étroite des forces de police, à une militarisation du personnel, à un ren-

signalé en janvier (1). Elle est chargée très régulièrement de mettre en fiches le maximum de personnes, d'avoir le maximum d'informations sur la vie de chacun. Cet été, sur les lieux même des vacances, beaucoup ont pu constater le zèle des gendarmes, curieusement en mal d'interview.

### ce qui se trame

Certes, la police n'est pas pour autant abandonnée. Des réformes tendant à l'isoler de la population et à l'identifier à la gendarmerie sont entreprises : création d'une école des cadets de la police où l'on rentre à 16 ans ; méthodes de travail de plus en plus violentes ; création de sections de « super-flics » (antigangs, anticommandos, etc). Comme on le

### une police de gauche ?

Nous pensons au contraire que c'est bien la fonction même de la police qui est en cause. Certes, une police démocratique n'est pas négligeable, et nous ferons en sorte qu'elle le soit. Mais il est évident qu'un appareil de répression tel que la police est trop étroitement lié à l'Etat pour qu'on les distingue. Nous ne croyons ni à la neutralité de l'Etat, ni à celle de la police. Sous couvert de sécurité, l'Etat a créé un vaste réseau de contrôle et d'encadrement de la population. Nous pensons que la sécurité, ce n'est pas seulement l'ordre dans la rue, mais aussi l'ordre économique, et la suppression de l'injustice des rapports sociaux. La police ne peut servir à ça. C'est à une autre conception de notre sécurité que nous appelons, une sécurité à l'organisation de laquelle nous voulons participer, que nous pouvons contrôler, qui ne devra pas nous interdire mais nous défendre.

Il ne s'agit pas seulement de résoudre « le dilemme d'être au service du pouvoir ou de se poser en défenseur de la société », comme le déclara Riquois à la tribune du meeting de Paris : il ne s'agit pas non plus d'avoir « une police de gauche ».

Pierre THURET ■

(1) Cf. également TS n° 707, 25 juin-1<sup>er</sup> juillet 1976, notre dossier « spécial police ».

# briser la chaîne

## Rhône-Poulenc : nationaliser du vent ?

Rhône-Poulenc... C'est le quatrième groupe industriel français, tout de suite après ceux du pétrole. Il exploite 120 000 travailleurs. De ce fait, il réalise des profits fabuleux et les signataires du programme commun ont promis qu'il sera nationalisé... à moins qu'il ne s'échappe comme Roussel-Uclaf et Honeywell-Bull !

La branche textile (RPT) a été, de longues années durant, le plus beau fleuron du groupe. Dans les années soixante, 90 % du marché français était contrôlé par Rhône-Poulenc. Les fabrications de nylon, de crylor, d'acétate, de rayonne et surtout de tergal, assurèrent les revenus les plus importants.

Mais aujourd'hui, rentabilité maximum oblige, Rhône-Poulenc restructure, brade sa branche textile, ferme des usines et licencie à tour de bras. Mais pas n'importe comment : un à un. Après les usines d'Arques-la-Bataille, Izieux, Vaulx-en-Velin, Renaud Gillet a choisi Péage-du-Roussillon comme prochaine victime. La suivante sera Gauchy. Pour Givet, Grenoble, Albi, La Voulte... c'est prévu plus tard.

Pour l'heure, c'est donc l'usine de Péage-de-Roussillon (50 km au sud de Lyon sur la RN 7) qui est sacrifiée, et avec elle 515 travailleurs. Pour enrayer l'action revendicative, Rhône-Poulenc s'est employé à rendre la situation inextricable. En effet, la direction départementale de la main-d'œuvre a accepté les licenciements *sous réserve* que les travailleurs soient reclassés. Pour la direction de RPT il n'en est pas question. Aussi a-t-elle été frapper à la porte du ministère du Travail (le mal nommé : grâce à Durafour notamment, ministère de chômage et du licenciement conviendrait mieux !) pour obtenir les autorisations.

En attendant, Rhône-Poulenc divise : 377 personnes sont mises au chômage et percevront pendant deux quatorzaines 90 %. Après c'est l'inconnu ; 60 personnes sont rattachées à une autre fabrication et ne seront licenciées qu'en 77 ; 9 personnes travaillent encore pour une durée indéterminée ; 60 sont déjà parties. Pour comble de cynisme, la direction conseille aux 377 de s'inscrire à l'ANPE, c'est-à-dire de se licencier eux-mêmes.

Depuis plus d'un an, les travailleurs de Péage se battent contre la fermeture de l'usine. Sur tous les terrains. Des délégations se sont rendues un peu partout, des manifestations, des arrêts de train et d'autoroute, une journée porte ouverte, bref une agitation permanente qui n'a eu aucun effet. Comment se battre contre un

tel adversaire ? TS a interviewé deux camarades du PSU de RPT - Péage-de-Roussillon.

**T.S. : Quelle est l'attitude de Rhône-Poulenc face aux organisations syndicales ?**

**Jean :** De 68 à 75, Rhône-Poulenc a tenté de développer une politique d'intégration des syndicats. Cela se manifestait par une inflation de réunions de tout genre, à tout propos. Cette « réunionite » s'accompagnait d'ailleurs d'une augmentation de la productivité. Le changement de direction générale, en 1975, coïncide avec l'accélération de la phase de restructuration et elle s'accompagne d'un brusque durcissement. C'est ainsi que nombre d'avantages acquis sont remis en question. Les salaires sont bloqués, les activités syndicales strictement contrôlées ; les réunions se font rarissimes et la chasse aux militants s'organise.

**Marie-Thérèse :** Et évidemment, la direction s'attaque particulièrement aux femmes. La plupart d'entre nous ont été mises d'office à mi-temps. Mais nous avons continué à nous présenter à notre poste de travail comme auparavant jusqu'à ce que la direction annule sa décision. Malheureusement, ce fut une victoire de courte durée.

**T.S. : Que font les syndicats ?**

**Marie-Thérèse :** La CFDT, minoritaire, avance le mot d'ordre « durcir l'action ». La perspective est d'amener les autres usines de RPT à se mettre en grève, par solidarité et pour se défendre eux-mêmes des mesures identiques qui les attendent. Ceci devrait entraîner tout le groupe Rhône-Poulenc à la grève générale. C'est la seule issue pour gagner. Mais la CGT est moins radicale. Quand la CFDT propose l'occupation de l'usine, mot d'ordre clair et offensif, la CGT réplique par la présence au poste de travail, ce qui est moins mobilisateur. La CGT a besoin d'être poussée pour sortir de la légalité bourgeoise. Un exemple : une machine appartenant au laboratoire avait été démenagée discrètement par la direction... d'abord réticente, la CGT a fini par accepter que les travailleurs aillent « illégalement » la récupérer, ce qui fut fait !

**Jean :** La CGT est majoritaire. C'est dire qu'elle contrôle toutes les actions qui peuvent être proposées. Son



souci constant est d'être « réaliste », de tenir compte de la combativité réelle, de la moyenne d'âge élevée (47 ans), etc. Bref, toutes ces bonnes raisons conduisent à un comportement qui n'est pas aussi offensif que la situation l'exige. On sent aussi nettement le poids du PC dans ses choix.

**T.S. : Justement comment interviennent les partis politiques ?**

**Marie-Thérèse :** Le PCF est bien implanté dans l'usine. Malheureusement il ne comprend pas toujours la nécessité d'action unitaire et a tendance à agir seul. Et ceci se rencontre de partout. Le 14 avril le PCF a appelé seul à une manifestation régionale contre Rhône-Poulenc à Lyon. D'autre part, le PCF veut se donner une image de parti responsable et d'ordre : les échéances électorales sont proches et il lui semble possible de prendre le siège du député Boyer (RI). En ce qui concerne Rhône-Poulenc, le PCF renvoie au programme commun qui prévoit la nationalisation du groupe, et s'en tient là. Malheureusement, même si la gauche l'emporte en 78, même si Rhône-Poulenc est nationalisé, les travailleurs du textile auront été licenciés et, à Péage, on nationalisera du vent.

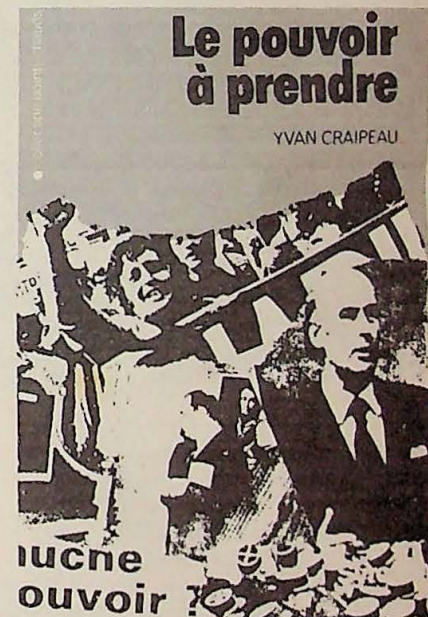
**Jean :** Quand au PS, il se borne à des déclarations de principe et promet l'intervention, à haut niveau, de ces élus. Le PSU, bien que plus faible, apparaît davantage. Nous travaillons en relation avec les camarades du PSU des autres usines du groupe de la région. Nos interventions dans l'usine portent d'une part sur la démocratie ouvrière. Nous insistons en effet sur l'importance des assemblées générales de travailleurs pour les discussions et les prises de décision. D'autre part, il nous semble indispensable de réaliser l'unité syndicale conflictuelle, c'est-à-dire que sur des points précis, nous essayons que la CFDT et la CGT, après confrontation, adoptent une même attitude et frappent ensemble. Enfin, nous avançons le mot d'ordre « nationalisation immédiate du groupe, sous contrôle ouvrier ». Nationalisation immédiate,

car en 78 il sera trop tard ; et sous le contrôle des travailleurs pour préserver cet acquis, par exemple contre un retour ultérieur à la privatisation. Nous expliquons aux camarades qu'il s'agit là d'un choix fondamental qui ouvre la voie vers le pouvoir aux travailleurs et l'autogestion socialiste.

Propos recueillis par  
Charles DUPUIS ■

### Editions SYROS

9, rue Borromée, 75015 Paris  
Collection « Points chauds »  
12 F - 104 pages



Quand la gauche est au bord du pouvoir et que l'actuel pouvoir d'une droite aux abois tend ses pièges et fourbit les armes qu'elle retournera, demain, contre les travailleurs, chacun s'interroge et cherche une réponse aux échéances proches. 1978 ? La France de 36, de la Libération, ou bien le Chili d'Allende, autant d'espéros déçus et qui font réfléchir. Aujourd'hui, la responsabilité des révolutionnaires partisans de l'autogestion est grande. A la mesure de l'espérance qui naît. ■

## Figeac : coulage dans l'aéronautique

Le Lot : un département de 150 000 habitants ; Figeac : une ville de 11 000 habitants ; Ratier : une usine aéronautique dans laquelle travaillent 1 200 personnes. Dans cette usine : 265 licenciements sont annoncés depuis quinze jours après plusieurs alertes en septembre. Figeac devient une ville dans laquelle les condamnés à l'exode sont angoissés et prêts à résister. Il y a 60 000 chômeurs dans la région Midi-Pyrénées et ce chiffre désigne paradoxalement la plus « grosse activité économique » de la région.

Pour le groupe Ratier-Forest-GSP, le dégraissage s'est passé de la manière suivante. Première étape : absorption de GSP (troisième groupe français de machines-outils) par

dégradation de la branche aéronautique en France qui entraîne ce manque à valoir. Ratier était un sous-traitant. L'arrêt de la construction de certains avions (Concorde, Airbus,



Ratier-Forest. Deuxième étape : restructuration du nouveau groupe. Troisième étape : des mesures sont prises par les directions qui se traduisent par 208 licenciements effectifs dans les usines GSP de Courbevoie et Albert (Somme). Le directeur de l'unité d'Albert est nommé chez Ratier à Figeac. Là, il continue son œuvre de fossoyeur : 44 licenciements pour les personnes ayant 59 ans et plus, entraînant du même coup la suppression du protocole d'accord sur la pré-retraite qui permettrait aux salariés de partir à 62 ans. La quatrième étape c'est l'annonce, le 6 octobre de 250 licenciements, puis 265 quelques jours plus tard.

Comme arguments, la direction invoque une baisse du plan de charge, un mauvais rapport entre productifs et improductifs, des difficultés de trésorerie. Elle accuse par ailleurs les syndicats d'avoir organisé des coulages, d'avoir fait grève en juin. En fait, le véritable mal qui ronge la société, c'est en particulier l'aggravation des frais financiers qui sont passés de 1973 à 1975 de six millions à près de onze millions de francs, à la suite du prix à payer pour l'absorption de GSP. Plus généralement, c'est la

Mercure) au profit des firmes américaines a aggravé la situation.

En tout état de cause, les ouvriers de Ratier refusent d'assumer des difficultés qu'ils n'ont pas contribué à

# FREDO KRUMNOW

CFDT AU COEUR



« l'autogestion répond au besoin fondamental de responsabilité et de liberté chez les travailleurs ».

*Fredo Krumnow*

192 pages, 22 F

**Syros**

9 bis rue Boromée 75015 Paris

créer. La direction demande à tous « de se serrer les coudes », de « faire des heures supplémentaires » et « surtout de ne pas faire grève ». Des solutions existent selon les syndicats CGT, CFDT et CGC. Elles ont été présentées le 2 octobre au Premier ministre qui venait participer aux journées UDR de Rocamadour. Accompagnés de 800 ouvriers qui manifestaient, les responsables syndicaux furent reçus dix minutes. Ils ont proposé la poursuite et l'extension des programmes existants (Airbus, Corvette, Mercure, Concorde), un plan pour permettre l'utilisation du matériel français, et européen aux compagnies aériennes européennes, la mise à l'étude d'un moyen courrier.

Dans l'usine, avant juin, l'activité normale représentait 62 000 heures de production par mois ; en septembre elle n'est plus que de 48 000, soit une baisse de 20 %. Aujourd'hui, on ferme l'usine d'Albert et on licencie. Pourtant, un accroissement sans précédent des commandes (110 % de plus en 1975), a eu lieu ; le dernier exemple : une prise de commande de quatorze milliards anciens effectués en URSS et en Roumanie. Le devenir

de Ratier reste cependant lié à celui de l'aéronautique française. Le gouvernement a choisi de brader, comme le témoigne le démantèlement de la SNIAS.

Les ouvriers de Ratier et la population figeacoise n'attendent pas trop de la direction de Ratier. Un conflit circonscrit à l'usine uniquement aurait peu de chances d'aboutir. C'est pourquoi, depuis l'annonce des licenciements, un comité de soutien regroupant toutes les organisations syndicales et politiques de gauche, ainsi que les paysans et les commerçants a été créé. Deux grèves d'une demi-journée ont eu lieu ainsi qu'un défilé en ville. Des réunions de popularisation dans les communes rurales autour de Figeac sont prévues. Dans une autre usine du groupe Ratier Forest-GSP, celle de Courbevoie, la mobilisation contre les licenciements a également commencé.

Cette bataille qui commence ressemble à celle de l'horlogerie. Dans la région Midi-Pyrénées c'est l'aéronautique qui est « restructurée ». Avec l'usine Ratier, c'est l'avenir de l'emploi à Figeac qui se joue.

**Yves SPARFEL ■**

## le 23 octobre à Nantes : quels lendemains ?

**40 000 manifestants à Nantes lors de la journée inter-régionale CGT, CFDT, FEN autour du thème « Vivre au pays ». La mobilisation de cette journée a été remarquable à plus d'un titre. Par la multiplicité des stands dressés au Champ-de-Mars, par son ampleur et par l'important travail de préparation mené par endroits, cette manifestation mettait clairement l'accent sur l'acuité et la vivacité dans l'Ouest de cette revendication du droit de « vivre au pays ».**

Une forte présence de jeunes, des délégations de la JOC, du MRJC, de toutes les villes de l'Ouest, ainsi que des CET, était à noter, qui soulignait la volonté des jeunes de prendre en mains leurs conditions de vie : « vivre au pays, oui, émigré, non ! », « après l'école, un métier, un emploi ! ».

Un cercueil qui passe avec les entreprises défunctes, un char Renault à l'assaut d'une « société libérale en décomposition très avancée » autant

de symboles humoristiques du refus de la politique du patronat et du plan Barre :

— 93 000 chômeurs recensés en septembre dans les neuf départements de l'Ouest ; des emplois le plus souvent sous-qualifiés...

Traduisant la volonté politique de changement, le dynamisme du cortège, et en particulier de certaines délégations du pays fougereais, brestois, vendéen, qui contrastait avec le

caractère morne de la journée du 7 octobre, ne recevait pas de perspectives de mobilisation de la part des directions syndicales, sinon en terme de nouvelle journée d'action, reconduite à la mi-novembre.

Cette journée l'a clairement montré, l'heure n'est pas à des démonstrations de force au seul aspect électoraliste, où chacun compte ses propres forces, mais à la coordination unitaire des conflits sur la région, condition indispensable de la victoire des travailleurs en lutte de la SICSAVA, de Fougères, de Pouteau, Gautier FO (Atelier et Forges de l'Ouest à Saint-Nazaire, etc.).

**Fédération PSU de Loire-Atlantique ■**

## Sonacotra : les saisies-arrêt dans l'air

28 octobre à Montreuil, 4 novembre à Saint-Denis : les tribunaux convoquent des résidents des foyers Sonacotra pour tenter l'opération « saisie-arrêt » sur les salaires à la demande de la direction de la Sonacotra. Il s'agit d'une nouvelle mesure d'intimidation à l'encontre de travailleurs qui refusent notamment de payer les loyers exorbitants réclamés par la Sonacotra.

Une première manœuvre, par sommation d'huissier, à devoir déguerpir, a fait long feu. « Nous avons déchiré ces sommations devant les résidents afin de leur faire comprendre qu'il s'agissait de documents illégaux » a rappelé l'un des avocats de la commission juridique au service du comité de coordination. « Hélas, poursuit-il, nous ne sommes pas assez d'avocats dans le collectif pour mener partout de telles démonstrations. » « Et nous comprenons que des résidents de foyers entiers se soient laissés intimider. »

Ces rappels des difficultés de la lutte ont été fait samedi dernier à Paris à l'occasion du meeting qui a regroupé peut être cinq mille personnes au cours de la journée d'information-culture-débat. Une nouvelle fois, ce débat central a montré combien le dossier était solide. Les commissions « économie », « architecture », « juridique » ont dressé la liste impressionnante des « manquements » pour ne pas dire plus, qui caractérisent la gestion de la Sonacotra.

Beaucoup auront appris que, contrairement à ce qui se dit, cette

dernière prévoit de faire des bénéfices et qu'elle ne s'en prive pas. Les prix fixés sont arbitraires. Ils ne reposent sur aucune comptabilité.



## Alençon : une manifestation pour M. Caillère

Le 15 octobre a eu lieu à Alençon une manifestation à l'appel du collectif CGT-CFDT-FO-FEN-SNI pour la réintégration de notre camarade Marcel Caillère, secrétaire du Syndicat départemental CGT du Livre depuis 20 ans. Il a été licencié de l'imprimerie Firmin-Didot pour activité syndicale, après 27 ans de présence dans l'entreprise.

Elle a aussi eu lieu pour la défense des quatre délégués syndicaux pour qui le patron a fait une demande de licenciement auprès du Ministre dans la rue, ni une expression si politique. La manifestation du 15 était moins importante, mais elle menée par le collectif depuis la fin de l'été pour une solidarité financière et la construction d'un rapport de forces.

Cette manifestation venait peu après celle du 7 octobre. On n'avait rarement vu autant de travailleurs dans la rue, ni une expression si politique. La manifestation du 15 était moins importante, mais elle était véritablement militante et dépassait

le cadre de la simple camaraderie locale. Ceux qui étaient venus savaient ce qu'ils venaient défendre. La popularité de Marcel Caillère, connu pour son activité syndicale et politique (il s'est présenté deux fois aux cantonales pour le PSU avec près de 10% en mars dernier), a facilité la mobilisation. Mais, au lieu de trop personnaliser le soutien, le problème de l'emploi et des libertés syndicales a été posé de façon combative et politiquement claire.

L'itinéraire spécial de la manifestation a permis une halte devant le domicile du patron, dont les oreilles ont dû un peu tinter, ce soir-là, puis

Preuves à l'appui (charges incluses) il apparaît à nouveau qu'une baisse de 100 francs des loyers ne ferait que rendre justice aux résidents de la Sonacotra (les occupants paient pour les chambres vides).

Le récent incendie au foyer de Villejuif, de création récente, a mis en évidence également les carences dans la construction : agglomérés inflammables, absences d'escaliers de secours, etc.

Les longs exposés techniques, rigoureux et précis, auront pu irriter certains membres des comités de soutien. De même, ils auront pu provoquer l'incompréhension, bien naturel face à un certain jargon, des résidents en lutte. Cependant, cela devait être fait pour donner, à l'occasion de cette rentrée d'automne, des armes pour la lutte.

Car la lutte continue. Ce n'est pas une banalité de le répéter. Les rési-

dents de la Sonacotra ont, eux aussi, un arsenal de plaintes déposées pour prix illicites. A Compiègne, dans un foyer aux statuts assez semblables à ceux de la Sonacotra, le gérant a été prié, le 14 octobre dernier, de se présenter devant le tribunal correctionnel. On verra. C'est une affaire importante, car elle peut faire boule de neige.

Quand les résidents Sonacotra auront-ils le droit de s'appeler tout simplement locataire ? La bataille n'est pas terminée. « J'ai rencontré à Alger neuf des délégués expulsés illégalement en avril dernier. Ils souhaitent tous revenir prendre place dans la communauté des travailleurs français immigrés » a déclaré encore l'un des avocats.

Michel CAMOUIS ■

## Coignet : un mois de grève

les patrons de Coignet, entreprise du bâtiment refusaient depuis des mois de discuter des revendications des travailleurs présentées par leurs délégués CFDT. Ce silence a provoqué une grève qui a débuté le lundi 20 septembre au chantier de Pontoise (cent ouvriers) et qui a ensuite gagné les autres : Chennevières (400 ouvriers), Nanterre, Le Tillet, Saint-Leu puis le dépôt d'Aulnay. Les revendications étaient les suivantes : compensation pour la perte de salaire due au passage de l'horaire hebdomadaire de 46 heures à 44 heures ; augmentation de 300 francs pour tous sur la base des salaires compensés et non sur les minima ; mensualisation sur l'horaire réel de 44 heures et non sur 40 ; treizième mois pour le personnel ouvrier ; cinquième semaine de congés payés ; chaussures de sécurité gratuites ; création d'une commission d'hygiène et sécurité.

On voit à cette liste de revendications que les ouvriers de chez Coignet (pour une bonne part des immigrés) ne bénéficient pas du minimum de garanties accordées à bon nombre d'autres travailleurs. Leur grève a duré quatre semaines. Les patrons ont voulu négocier chantier par chantier. Une négociation leur a été imposée à Pontoise le lundi 18 octobre. La direction a, après quatre heures de négociations, cédé : 6% d'augmentation sur les minima applicables dès la reprise, ce qui n'est qu'une avance puisque les commissions paritaires ayant lieu fin novembre, prévoient déjà cette augmentation. Elle offre aussi un bleu de travail à tous pour six mois d'ancienneté, les bottes de sécurité, un acompte de 900 francs à la reprise (récupérables par tiers) et envisage la création d'un CAS. La lutte n'a donc pas été négative bien que les résultats soient insatisfaisants. La grève se poursuivait d'ailleurs à Pontoise, Aulnay et Nanterre la semaine dernière. Une forte délégation de chez Coignet participait à la manifestation du 7 octobre avec d'autres entreprises du bâtiment. La combativité dans cette branche augmente. Ce qui vient de se produire chez Coignet n'en est qu'un indice.

J.-Y. S. ■

Section PSU Alençon ■



# et pourtant elle tourne...

## plan Andreotti : la base regimbe

Plan Barre chez nous, plan Suarez en Espagne, plan Soares au Portugal, enfin plan Andreotti, décidé le 10 octobre, à Rome. L'Europe du Sud devient homogène autour des politiques d'austérité décrétées par les gouvernements bourgeois.

Il faut reconnaître que Andreotti a employé la manière forte : l'essence à 500 liras (+ 60 % en moins d'un an), augmentation des tarifs de transport, poste, téléphone et électricité (+ 11 %), suppression de congés payés (jours fériés religieux), blocage de l'échelle mobile des salaires annuels supérieurs à 50 000 francs.

port au dollar, et 28 % par rapport au mark). D'abstention en attentisme, le PCI multiplie les concessions pour enfin participer au pouvoir. Mais n'est-il pas en train de marchander à un prix bien bas la confiance que de nombreux électeurs ouvriers ont placée en lui lors des élections du 20 juin ? Certains n'hésitent pas à critiquer l'opportu-



Ces mesures d'urgence ont toutes un point commun : elles ont un objectif antipopulaire et visent à faire payer aux travailleurs italiens le prix de la crise.

Comment expliquer que la Démocratie chrétienne (DC), qui avait paru affaiblie à la suite des élections de juin dernier, puisse prendre des initiatives aussi délibérément provocatrices envers les travailleurs ? Le contexte politique a sensiblement changé. La stratégie de la DC, depuis l'investiture du gouvernement Andreotti en août, vise essentiellement à stabiliser le champ politique en tentant, d'une part d'attirer le Parti socialiste italien vers de nouvelles alliances et, d'autre part, de neutraliser le PCI en l'engageant à une solidarité nationale (du type de celle pratiquée lors de la période dite de reconstruction après la guerre mondiale). Toutefois, Andreotti n'a pris aucun engagement institutionnel de nature à intégrer le PCI dans la sphère du pouvoir. Le PCI a consenti à soutenir le plan gouvernemental au nom d'une union sacrée contre le péril inflationniste, galopant, il est vrai, en Italie (en un an la lire a perdu 21 % de sa valeur par rap-

nisme du PCI et ses compromissions avec un plan Andreotti qui sert la restructuration capitaliste en Italie et tente de l'imposer en « négociant » une trêve sociale.

### plus d'équité ?

Le mouvement syndical a subi de nombreuses pressions, internes et externes, issues des forces réformistes, afin de l'amener à pratiquer lui aussi une politique d'abstention bienveillante. Or, le pouvoir de négociation du mouvement syndical a déjà été sérieusement battu en brèche par le succès des syndicats autonomes des pilotes de ligne et des cheminots qui ont mené, solitairement, des luttes victorieuses. En cédant face au défi d'Andreotti, le pouvoir syndical voit se réduire le contrôle sur l'organisation du travail et sur les choix économiques d'ensemble. De plus, il perd la confiance d'une base légitimement inquiète devant cette modération affichée.

Le travailleur italien voit sa consommation se réduire. Tout aug-

mente : la viande, les « pasta », les cigarettes, les journaux, et surtout la « benzina »... Alors il regimbe ; on a assisté à une vague de grèves sauvages chez Alfa-Romeo d'abord, puis dans de nombreuses entreprises métallurgiques et mécaniques (Fiat, Alfa-sud, Ignis) depuis une semaine. Il y a dans ce mouvement spontané de la base l'expression indiscutable d'un désaveu des directions confédérales. D'ailleurs la FLM (Fédération unitaire de la métallurgie) a bien senti ce désarroi ; A. Lettreri, dans une interview au *Manifesto*, s'est opposé à la stratégie adoptée par les confédérations, et a lancé, le 14 octobre, une grève générale à Turin. Un autre leader de la FLM, Bruno Trentin, a exprimé son désaccord (interview à *Repubblica*) avec les syndicats et avec le PCI. Cette expression publique est importante, car elle révèle que le PCI vit une période d'affrontements profonds entre une ligne droitiste (Amendola) et une ligne d'opposition à la course aux concessions animée par G. Napolitano et Trentin. Ceci n'est pas qu'un débat d'appareil. Ainsi la fédération du PCI de Turin a appelé à la grève générale du 14 octobre.

Dès lors, les syndicats vont se trouver face au choix suivant : ou bien ils emboîtent le pas à la FLM, et lancent d'ici peu une journée de grève générale afin de satisfaire leur base, ou bien ils maintiennent, comme l'a fait L. Lama (secrétaire CGIL, Confédération générale des travailleurs italiens) récemment, qu'il est nécessaire d'avoir une attitude responsable face à la crise, d'accepter des sacrifices et de se cantonner à amender le plan Andreotti par un peu plus d'équité ! Sans doute une attitude médiane sera-t-elle adoptée et une grève générale sera lancée par la CGIL et l'UIL (Union italienne des travailleurs).

### crise d'identité

Face à cette situation confuse, l'extrême gauche n'est pas sans connaître des crises internes extrêmement inquiétantes. Le PDUP, seul parti d'op-

position au plan Andreotti, dénonce l'attitude du PCI, soutient les grèves sauvages et les grèves horaires autogérées (dans chaque usine), et propose une relance de la campagne d'autoréduction face à la hausse décidée des tarifs publics. Tout cela ne peut pourtant nous dissimuler la gravité des départs des militants ouvriers PDUP de Bologne (ex *Manifesto*) qui viennent d'adhérer au PCI. Là aussi, il y a une retombée de l'accord intervenu avec Lotta Continua en juin dernier. Ces militants PDUP délégués de conseils d'usine ou syndicalistes, connaissent une crise d'identité et ont un réflexe « refuge » vers le PCI. De plus, le processus de fusion (et son rythme) avec Avanguardia Operaia (AO) sont l'objet de dissensions profondes au sein du PDUP. Ces dissensions passent également au sein de la tendance du *Manifesto* et ceci est nouveau par rapport au débat qu'avait connu le PDUP avant l'été. L'épisode, navrant, de Corvisieri (député d'AO) qui démissionne, voit sa démission refusée, puis se retrouve exclu par le comité central d'AO, serait pitral s'il ne révélait l'amère vérité d'un groupuscule déchiré et promis à l'éclatement de sa base — attirée d'une part vers le PDUP, d'autre part vers Lotta Continua. Le rapport entre ces deux organisations ne s'est guère amélioré depuis la constitution des listes « démocratie prolétarienne » aux élections de juin. Le PDUP et Lotta Continua restent opposés sur l'attitude à tenir vis-à-vis du PCI et sur la stratégie syndicale et le travail de masse. La fusion mythique pour la construction du « Grand » parti révolutionnaire de l'extrême gauche n'est pas, là aussi, à l'ordre du jour.

Ce qui est décisif dans la phase actuelle, c'est le soutien concret que ces militants peuvent apporter aux travailleurs en lutte contre le plan Andreotti, c'est la pression externe et interne dans le mouvement syndical pour que les forces réformistes se décident enfin à entamer l'offensive contre ce gouvernement bourgeois afin d'obliger Andreotti à renoncer à sa politique antipopulaire.

Alain CHATAIGNIER ■

Vient de paraître aux  
Editions Cujas

# Kadhafi

# le livre vert

Après le petit livre rouge de MAO,  
le livre vert de KADHAFI (Le Monde)

## « libérez-les ! »

toute la gauche française  
le 21 octobre à la Mutualité

Ce qui est grave, déclarait d'entrée le D<sup>r</sup> Descombey, du comité des psychiatres contre la répression psychiatrique en URSS, c'est qu'on ait dû inventer cette expression : « le socialisme à visage humain », c'est que le socialisme ait pu présenter à des millions de gens un visage qui ne l'était pas.

Cette observation a dominé tout le meeting contre la répression organisé le 21 octobre par le Comité des mathématiciens à la Mutualité. Que ce mot porteur d'espoir ait pu devenir synonyme d'oppression, frappant d'équivoque les luttes ouvrières, comme le combat pour les droits et les libertés, interdit aujourd'hui, à qui-conque s'en réclame, de n'en pas dénoncer l'usage abusif. C'est pour cela que pour la première fois dans notre pays, la quasi-totalité de la gauche et de l'extrême gauche s'est retrouvée dans une même salle pour un même objectif : la libération de V. Boukovski (Soviétique), J.-L. Massera (Uruguayen), S. Glouzman (Soviétique), V. Lopez Arias (Bolivien), J. Muller (Tchèque), E. Enriquez (Chilien).

Mot d'ordre symbolique, en ce sens que par-delà ces noms, c'étaient tous les régimes fondés sur l'arbitraire policier qui se voyaient dénoncés. La présence et l'intervention de Pierre Juquin, au nom du Parti communiste français qui l'avait officiellement délégué, après des mois d'hésitation et une première lettre de refus datée du 1<sup>er</sup> octobre, a donné à cette manifestation un relief considérable. Pour autant la salle, houleuse, n'était pas disposée à écouter des propos qui, pour aussi habiles qu'ils aient été, tendaient ni plus ni moins qu'à vanter les mérites du socialisme soviétique. Il est vrai que les propos de P. Juquin s'adressaient moins aux participants qu'aux médias. Les dirigeants soviétiques ne s'y sont pas trompés, qui ont publié coup sur coup deux communiqués ; l'un, la veille, de leur ambassade à Paris, donnant de l'arrestation et des conditions de détention de Wladimir Boukovski une version à ce point déformée qu'elle en paraissait absurde d'abord, puis atroce lorsque lui fut opposée la lettre adressée au meeting par sa mère ; l'autre, le lendemain, de l'agence Tass, condamnant l'attitude du PCF.

Il ne faut pas s'y tromper ; avec ou sans la participation du PCF cette initiative mettait l'opinion devant les faits, et rassemblait un tel consensus que, pour reprendre, l'expression de Laurent Schwartz dans un article paru avant la réponse positive des communistes, s'il est certain qu'il n'y a pas de bons et de mauvais camps, mais seulement des camps, il devient aussi impossible de tolérer leur existence, où que ce soit.

Sans doute la présence d'orateurs dont le nom et l'attitude symbolisent



Photo Tribune Socialiste, F. Claire  
Claude Bourdet

Photo Tribune Socialiste, F. Claire



Leonid Pliouchtch

les diverses sensibilités de la gauche française a-t-elle donné à ce meeting une apparence plus politisée que ne le souhaitaient ses organisateurs ; Claude Bourdet y fit entendre la voix du PSU, Pierre Juquin celle du PCF, Dominique Taddei, celle du PS. Mais surtout, il fut politique au sens le plus profond du terme : il obligea à une clarification sans précédent, bien qu'encore imparfaite, et par là, il a marqué un pas en avant considérable vers l'union des forces de progrès contre celles qui, de nombreux orateurs l'ont souligné, font en ce moment sombrer le continent sud-américain dans un fascisme d'un style nouveau ; tandis qu'en face, un pouvoir qui prétend en défendre les victimes, et se réclame d'une idéologie révolutionnaire, a lui-même recours à des méthodes policières

pour se maintenir. Des moyens semblables ne mènent-ils pas à une complicité de fait ? Claude Bourdet s'est posé la question : chaque opposant emprisonné en URSS ne vient-il pas renforcer, par le seul fait de la répression qu'il subit, les plus impitoyables des dictatures réactionnaires ?

Ceux qui ont parlé à la Mutualité n'acceptaient pas tous ce point de vue. Mais tous condamnaient la répression politique, où qu'elle sévise. Et pour cela au moins ils étaient ensemble.

Ce 21 octobre était à un jour près le 35<sup>e</sup> anniversaire des premières fusillades massives d'otages sous l'occupation nazie. Cet anniversaire, sans le savoir, des milliers de parisiens l'ont ainsi célébré comme il convenait.

Jeanne BRUNSCHWIG ■

## bateau pour le Liban

Le bateau prévu pour emmener l'aide matériel aux Palestiniens et au peuple libanais doit passer à Marseille le 5 novembre.

Il est donc encore temps pour collecter l'argent et l'aide matérielle (couvertures, lait en poudre, riz et farine, médicaments, vitamines, antibiotiques, antiseptiques locaux, objets de pansements).

Avant tout envoi de colis prendre contact avec :

Mme Colona Joliette, transit Marseille. Tél. : 90-50-17.

Ou avec le Mouvement de la paix, Paris. Tél. : 874-35-86.

Une circulaire détaillée arrivera aux fédés cette fin de semaine.

## thailande : recours à l'armée

Le 6 octobre dernier, l'armée prenait le pouvoir en Thaïlande. Cette intervention s'est faite à l'abri d'une provocation de l'extrême-droite qui s'est livrée à des exactions sanglantes contre les étudiants de l'université de Thammasat à Bangkok. Ceux-ci étaient accusés d'avoir injurié le roi Bhumidol.

A quelques jours près, il y a trois ans, cette même armée devait quitter le pouvoir après avoir tenté en vain de mettre un terme au mouvement étudiant, principal révélateur des affrontements sociaux et politiques du pays.

Toute cette période de trois ans fut employée à mettre sur pied des institutions civiles (constitution, parlement) et à instaurer de nouveaux rapports, tant avec les voisins indochinois, qu'avec l'encombrant « protecteur » américain. On peut annoncer ainsi, le 20 juillet 1976, le départ du dernier soldat américain ; les bombardiers B 52 ayant quitté le sol thaïlandais un an auparavant.

Sur le plan intérieur, le régime civil entra rapidement en contradiction avec la volonté d'instaurer un système monarchique parlementaire moderne. Après les étudiants, les ouvriers, et surtout les paysans organisèrent des grèves et des manifestations puissantes. Le parti communiste thaïlandais renforça ses bases dans les « zones libérées ».

A cette dynamique de masse, répondirent les milices d'extrême

droite organisées et appuyées sur les noyaux durs de l'armée et sur l'entourage du roi. Ces milices passèrent à l'action : enlèvement, meurtres se succèdent à un rythme accéléré et l'ancien dictateur Thanom parvient à rentrer au pays pour se faire bonze.

### par CIA interposée

Le nouveau régime installé à Bangkok comporte deux structures dont l'une, formée de militaires, détient la réalité du pouvoir. Un chef de gouvernement civil doit former le gouvernement sous l'autorité de ces derniers. On retrouve certains noms, figurant dans le dernier gouvernement civil — militaires et non-militaires — dans les nouvelles structures. Cela indique que les dizaines de cadavres, les milliers d'arrestations intervenues depuis le 6 octobre font partie du « moindre mal » nécessaire à une bourgeoisie trop contestée pour gérer « démocratiquement » des affaires. Les Américains participent-ils au pro-

cessus de fascisation (syndicats dissous, grèves interdites, code de la presse, destructions d'ouvrages marxistes, arrestations et exécutions de militants et de personnalités de gauche ? Les nouveaux dirigeants ont déclaré que sous certaines conditions les forces aériennes nord-américaines pourraient utiliser les aéroports. C'est un indice qui ne trompe pas.

En donnant la priorité à la lutte contre le communisme, les dictateurs thaïlandais ne peuvent que recevoir l'accord implicite des USA, une Amérique que certains trouvent trop « paralysée » par l'échéance électorale. M. Carter, candidat démocrate, accuse Gerald Ford d'avoir participé au complot par CIA interposée. Il en fait un argument électoral. Aux Etats-Unis, où l'on veut oublier l'aventure dans le borbier vietnamien, il n'est pas opportun de laisser apparaître la vérité en se taisant sur le nouveau régime de Bangkok.

Mais la réalité est là : le rapport de force en Indochine a changé depuis trois ans. Vietnam, Laos, Cambodge ont rompu, dans des modalités différentes, avec le capitalisme. Il n'était pas pensable que celui-ci ne tente pas une rééquilibrage de la situation, ne serait-ce qu'en renforçant ses lignes de défense.

Michel CAMOIS ■

## Espagne libre ?

**Le 20 novembre 1975, Franco disparaît. Est-ce la fin du franquisme ? Est-ce le franquisme sans Franco ?... Au risque de décevoir, force est de répondre : un an après, on ne le sait pas encore. Selon qu'on les choisit, les indices permettent aussi bien de prophétiser « l'explosion » qui abattra la vieille dictature, que l'évolution en douceur de la monarchie dans le giron d'une Europe libérale et bourgeoise, ou le raidissement à droite assorti ou non de coup de force militaire, ou, plus crédible encore peut-être, une démarche « à la grecque », riche elle-même d'évolutions contradictoires pour l'avenir.**

Il n'est évidemment pas question de nier le changement outre-Pyrénées. Citons, pêle-mêle : l'apparition publique des partis d'opposition et des « commissions ouvrières » ; le succès du quotidien libéral nouveau-né *El País* et de « Carlos Marx » dans les Librairies de Madrid et de Barcelone ; le remplacement par de vrais journalistes des speakers qui débitaient d'une voix monocorde les textes officiels des informations télévisées (qui citent désormais l'opposition) ; la hardiesse des caricaturistes non-conformistes dans les périodiques ; la — très relative — modération de la répression lors des grèves de la fin 1975 ; la sortie de prison des bénéficiaires de l'indulto royal ; le

théâtre de Bertold Brecht autorisé dans les salles de Madrid ; ou le militant qui quêtait pour les grévistes d'Ideal Standard, sur le Rastro madrilène (marché aux puces), en janvier dernier, sans être inquiété...

### on meurt toujours du franquisme

De là à s'exclamer, comme M. Niedergang dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> juillet 1976, « c'est à peine croyable ! »... tant les choses ont changé en une année, non ! la garde civile assassine encore impunément un militant « maoïste » qui « salit » un mur en y barbouillant des slogans, ou un jeune ouvrier basque coupable de chanter dans une langue interdite — la sienne — l'extrême droite fait encore, sans risquer la moindre sanction, le coup de feu contre les carlistes réunis à Montejura pour un pèlerinage traditionnel, ou contre l'étudiant madrilène le jour anniversaire des exécutions de septembre 1975 ; la police tire sur les grévistes à Vitoria ; les informations sur les tortures restent « matière réservée », c'est-à-dire interdites dans la presse parlée ou écrite et le gouvernement ne craint pas de ranger, pendant plusieurs semaines, sous la même rubrique, toute information concernant les délibérations du Conseil des ministres ; les transformations de forme à la télévision ne peuvent d'ailleurs masquer le quasi immobilisme sur le contenu de l'information radio-télévisée ; la majeure partie de la presse reste conservatrice ou contrôlée et les libertés qu'elle prend éventuellement sont extorquées plutôt qu'octroyées ; on brise la grève des agents de métro, en janvier 1976, en recrutant parmi les chômeurs et la jeunesse dorée... Quand on parle de « changement » en Espagne, il faut être très prudent.

### pseudo-libéraux contre archéo-franquistes

Au reste est-il besoin de rappeler que, même sous le franquisme, l'Espagne « changeait » : avec le décollage économique et les nouvelles

contradictions qu'il engendrait dans le corps social et dans les classes dominantes au pouvoir ; avec la recomposition souterraine, fragile, incomplète et illégale mais néanmoins certaine du mouvement ouvrier ; avec les premières incertitudes du régime sur son devenir — dont témoignèrent avec éclat la reculade aux premiers procès de Burgos et les lendemains de l'attentat contre l'amiral Carrero Blanco...

La « crise » de la dictature franquiste s'est ouverte bien avant la mort du Caudillo et, à bien des égards, les changements intervenus depuis un an ne sont que le développement logique de ces changements antérieurs. Loin de rompre avec le passé récent, ils sont signes de continuité. Le régime est arrivé à l'heure des mutations inéluctables : une importante fraction de la bourgeoisie espagnole, celle qui se reconnaît dans les technocrates modernistes, affairistes et « libéraux » à la Areilza ou à la Lopez Rodo, voudrait bien changer de peau superficielle, se donner les coudées plus franches sur la foire des marchands européens en se badigeonnant de « libéralisation » sans trop ouvrir la porte à de dangereux dévergondages populaires. Cette bourgeoisie-là, ne doute pas de sa capacité à contrôler tout risque de dérapage vers des processus de démocratisation plus audacieux. Mais elle rencontre sur sa route le barrage des « archéo-franquistes », de toutes



ces autres fractions de la bourgeoisie qui redoutent le plus petit aménagement du système dont profiteraient, croient-ils, les monstres de la « révolution à la Portugaise » et de la « transition du socialisme ».

### un roi mieux assis

Entre ces deux camps, d'ailleurs mitoyens, un Roi qui n'en finissait pas jusqu'à maintenant de ne pas choisir, occupé qu'il était à consolider une institution non pas « restaurée » mais « instaurée » par Franco. On a cessé, aujourd'hui, de prédire l'effondrement imminent de la monarchie espagnole ; après une année d'attentisme où ce roi énigmatique apparaissait surtout comme l'homme d'une transition qui ne savait sur quoi déboucher, autorisait tous les espoirs et alimentait toutes les méfiances, Juan Carlos semble avoir, en somme, gagné la première manche de son projet politique : faire admettre l'institution monarchique à défaut de la rendre populaire.

## profil...

**Superficie** : 504 741 km<sup>2</sup> (deuxième en Europe après la France).

**Population** : 35 500 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 1975.

**Densité** : 70 habitants au km<sup>2</sup>.

**Population active** en 1970 : ● secteur agricole : 29,1 %  
● secteur industriel : 37,3 %  
● secteur tertiaire : 33,6 %.

**Superficie cultivée** : 21 millions d'hectares (41 %), dont 18 900 000 en culture de « secano » (non irriguées) : 37,4 % et 2 100 000 en cultures irriguées : 1 %.

**Principales villes** : Madrid : 1 210 000 hab. ; Barcelone : 1 742 000 hab. ; Valence : 648 000 h. ; Séville : 546 000 h. ; Saragosse : 469 000 h. ; Bilbao : 406 000 h. ; Malaga : 361 000 h.

**Villes entre 260 000 et 150 000 habitants** : Las Palmas, Murcie, Hospitalet (Barcelone), Valladolid, Cordoue, Palma de Majorque, Vigo, La Corogne, Grenade, Gijon, San Sebastien, Oviedo.

**Provinces** : Galice, Asturies, Léon, Vieille Castille, Pays Basque, Navarre, Aragon, Catalogne, Estrémadoure, Nouvelle Castille, Pays Valencien, Murcie, Andalousie.

**Les nationalités** : Euzkadi, Catalogne, Galice, Andalousie, Iles Canaries, Pays Valencien.





Raul Morodo, dirigeant du PSP.

## repères...

### 1975

**20 novembre** : Mort de Franco.

**22 novembre** : Proclamation de Juan Carlos roi d'Espagne.

**27 novembre** : 100 000 ouvriers se mettent en grève en demandant l'amnistie pour les prisonniers politiques.

**16 décembre** : Areilza déclare à Paris que le PCE ne sera pas reconnu.

### 1976

**5 janvier** : 3 800 travailleurs du Métro, 12 000 ouvriers de GETAFE, 5 500 métallurgistes à Aviles et Verina en grève ; manifestations pour l'amnistie dans toute la Navarre ; grève des employés de la poste que le gouvernement réquisitionne.

**18 janvier** : Poniatowski et Fraga coordonnent à Nice la répression.

**1<sup>er</sup> février** : Barcelone : 70 000 manifestants occupent la ville de 10 heures à 15 heures, pour l'amnistie et la liberté.

**8 février** : Barcelone : 100 000 manifestants, des milliers de voitures s'associent et font obstacle aux forces de police.

**6 février** : Madrid : Manifestation, 4 journalistes blessés.

**22 février** : Pampelune : 3 000 travailleurs accompagnés de leurs femmes participent à une manifestation autorisée.

**24 février** : Grève d'une semaine des ouvriers de la construction à Barcelone.

**3 mars** : Grève générale à l'Université Vittoria : 5 000 personnes tiennent une assemblée générale dans l'église San Francisco de Vittoria ; la police intervient et tire : 4 morts et 80 blessés.

**4 mars** : Grève générale en Pays basque : 150 000 grévistes en Biscaye ; 130 000 grévistes en Giupuscoa.

**Avril** : Unification de la Junte démocratique et de la Plateforme de convergence ; formation de la coordination démocratique.

**5 avril** : Evasion de 31 prisonniers de la prison de Segorie ; plus de 100 arrestations dont 5 dirigeants politiques lors d'une manifestation pour l'amnistie à Madrid.

**17 avril** : L'UGT tient son XXX<sup>e</sup> Congrès à Madrid (le premier en Espagne depuis 44 ans).

**20 avril** : Les journalistes H. Guimàl et J.-H. Gimenez, auteurs du *Livre noir de Vittoria* comparaissent devant le TOP ; le livre est saisi par ordre gouvernemental.

**29 avril** : La fédération des Partis socialistes entre à la Coordination

démocratique ; l'avocat Castell annonce 700 personnes arrêtées en avril au Pays Basque et que 120 sont toujours en prison ; selon les statistiques officielles : 620 800 travailleurs au chômage pour les trois premiers mois de 1976.

**1<sup>er</sup> mai** : Les manifestations sont interdites ; meetings, réunions dans tout le pays ; forte répression. Madrid : 250 arrestations ; Bilbao : 30 ; Pampelune : 180 ; Barcelone : 100 ; grèves à Eibar, Placencia y Pagues.

**3 mai** : Parution du journal *El país*.

**4 mai** : Démission de Giron de son poste de Conseiller national désigné par Franco.

**11 mai** : Une centaine d'avocats, réunis à San Sebastian, dénoncent les arrestations et la torture ; Pax Cristi à Barcelone, Radio Vatican, Amnesty International prennent position contre la torture en Espagne.

**3 juin** : Décision de la Cour Suprême : censure de presse sur les informations concernant la torture.

**5 juin** : Montejurra : l'extrême droite tire sur les coalisés.

**6 juin** : Madrid : Le PSP tient son troisième congrès ; la droite franquiste critique vivement le gouvernement et le contraint à retirer le projet de loi sur la réforme du code pénal.

**Juillet** : Adolfo Suarez remplace Arias Navarro ; durant août, il rencontre à titre individuel et privé les principaux dirigeants de l'opposition ; les commissions ouvrières tiennent clandestinement leur congrès à Barcelone.

**28-30 juillet** : Le PCE sort de la clandestinité à Rome où il réunit son comité central.

**7 septembre** : La Coordination démocratique se réunit ouvertement pour la première fois à Madrid.

**11 septembre** : Célébration à Barcelone de la « Diada ».

**12 septembre** : Suarez présente le projet de réforme du gouvernement ; F. Iribane et Lopez Rodo créent un parti de droite pour participer aux élections.

**4 octobre** : San Sébastien : Juan M. Araluce, Conseiller du royaume est tué à coups de mitraillette ainsi que son chauffeur et trois policiers.

**17 octobre** : Nice : entrevue entre Poniatowski et Martin Vila pour renforcer les contrôles policiers en vue du voyage de Juan Carlos en France.

**18 octobre** : Six réfugiés basques en France sont conduits à l'île d'Yeu.

**19 octobre** : Brandès et Castells sont arrêtés ainsi que d'autres personnes à Madrid et à San Sebastian ; le congrès du PSOE est interdit. ■

Il engage aujourd'hui la seconde manche : celle qui devrait permettre aux « libéraux » bourgeois qui lorgnent vers le Marché commun de damer le pion aux conservateurs invétérés et aux réactionnaires vrais. C'est le sens des propositions de réformes actuelles sur lesquelles le gouvernement Suarez aimerait sinon conclure un « pacte » avec l'opposition, du moins obtenir, par la discussion, une approbation de principe. Tactique qui n'est pas sans chance de succès dans un pays où l'envie de voter est si forte après quarante ans de bâillon franquiste, même dans l'opposition, que l'on sera reconnaissant au régime d'avoir au moins tenté cela. Dans un pays aussi où les « classes moyennes », qui ont acquis, sous Franco, une certaine consistance et une aisance matérielle à laquelle elles tiennent d'autant plus qu'elles apparaissent fragiles ne demandent qu'à se satisfaire d'une similitude de démocratie bourgeoise. Dans un pays encore o- bien des paysans du Sud, religieux, pauvres et souvent contraints de travailler en « immigrés » dans les provinces plus riches du Nord, sont loin de partager les idéaux du mouve- ouvrier madrilène, catalan ou basque : celui-ci leur apparaît trop souvent comme participant à l'exploitation de type colonial que le capitalisme du nord ibérique impose aux « peuples » des provinces déshéritées. Dans un pays enfin où la faiblesse des forces d'opposition est un des atouts du pouvoir en place : handicapés par 40 ans de contraintes et de rigidités inévitables dans l'action clandestine, l'opposition se reconstitue aujourd'hui dans l'émiettement ; nombre de mouvements naissent à côté des grands partis traditionnels, témoignant des aspirations à s'exprimer et à lutter d'un peuple longtemps brimé, mais rendant aussi plus difficile l'unité d'action nécessaire pour abattre la dictature. Certes, la coordination démocratique témoigne d'une volonté de rassemblement qui garantit un minimum d'efficacité. Mais il faut reconnaître que les forces syndicales sont apparues divisées lors de la récente grève des postiers ; avant de se réconcilier, il est vrai, contre les « jaunes » recrutés comme briseurs de grève.

### « Père, gardez-vous à droite ! »

Est-ce à dire que la partie jouée par les « libéraux » et le gouvernement est gagnée ? Trois séries de facteurs semblent pouvoir, sinon mettre en échec, leur projet, du moins en altérer sérieusement la portée. Tout d'abord, la précarité de l'équilibre au sein des forces politiques qui représentent les

intérêts des diverses fractions de la classe dominante. Car la droite espagnole n'est pas moins divisée que l'opposition. S'y côtoient des conservateurs qui se baptisent « libéraux » et des conservateurs contents de l'être, des fascistes authentiques et des phalangistes « populistes », des américanophiles et des partisans de l'Europe... Le jeu des Fraga, des Areilza, des Lopez Rodo est évidemment de constituer une force de centre-droit, discrètement liée au pouvoir mais aussi en contact avec l'opposition tiède (celle qu'on appelle là-bas, « l'opposition galante »), capable de servir la mise en œuvre du réformisme très tempéré que propose le Roi. Areilza joue une nouvelle droite à tendance libérale et néo-capitaliste ; Iribarne, Rodo et l'Opus Dei qui ont le vent en poupe et offrent désormais une structure et une stratégie hélas crédible pour la bourgeoisie — misent sur une formule plus traditionnelle. L'émergence d'une force de type « démocratie chrétienne », que l'Eglise ne verrait sans doute pas d'un mauvais œil et qui paraît crédible en Espagne, ne semblent pas en revanche prochaine. La droite dure



Sur l'Espagne, lire le livre  
D'ANDRÉS NIN

LES MOUVEMENTS  
D'EMANCIPATION  
NATIONALE

Ed. Syros, coll. « Histoire et  
Théorie » ; 204 p. 24 F



volonté de l'Etat et des employeurs de rendre effective la congélation des salaires face à la détérioration de la situation économique globale liée notamment à une mauvaise saison touristique, à un ralentissement des envois de devises des Espagnols immigrés, semble-t-il, et surtout au piétinement de l'investissement et notamment de l'investissement étranger — la bourgeoisie internationale boude la péninsule ibérique décidément trop incertaine sur le plan politique.

### le quatrième larron

Le projet de réforme syndicale n'est pas de nature à apaiser le monde ouvrier. Non tant parce qu'il ressuscite, avec les vieilles organisations CNT et UGT auxquelles s'ajoutent aujourd'hui l'USO, les anciennes querelles qui les divisaient ; ni parce qu'il réveille les démons « politiques » du syndicalisme espagnol (ici on accuse l'autre d'être infiltré par la police, là on dénonce le noyautage par le PCE...); mais parce que la réforme pose la question de la reconnaissance d'un quatrième larron de

Guy  
Hermet

## L'Espagne de Franco

Dans le monde actuel, l'autoritarisme peut-il continuer à s'imposer de façon durable ?

ARMAND COLIN

pois : les « commissions ouvrières », mouvement de masse qui double le syndicat vertical en crise, et où existent tous les courants politiques du mouvement ouvrier (y compris, bien entendu, le PCE qui y semble dominant). Désormais coordonnées régionalement et centralement, capables de mobiliser largement, animées par des « vedettes » de l'opposition (Camacho — dont la popularité semble, il est vrai, très durement atteinte par ses imprudentes déclarations moscovites ; Sartorius, admirateur du « mouvement des délégués », italien et théoricien de qualité...), les CO sont une force avec laquelle le pouvoir et la droite doivent compter. En témoigne le tout récent appel à la grève générale qu'elles viennent de lancer. La tentation dès lors, est grande de les éliminer : on fait valoir,

enfin piétine de l'impatience d'agir contre les « risques » de changement et envoie ses commandos dans la rue ; le temps des réformes est, pour elle, le temps des provocations. La gauche en tient compte et émousse parfois ses revendications pour ne pas lui fournir de dangereuses occasions d'agir. Bref, tandis que les fractions les plus « ouvertes » de la bourgeoisie semblent marquer le pas, les clans les plus conservateurs (Fraga), ou franchement fascistes, se durcisent de manière inquiétante.

L'armée de son côté bouillonne. Certes, des pulsions démocratiques, qu'il ne faut pas sous-estimer, s'y manifestent. Mais la haute hiérarchie reste farouchement opposée au changement et l'Etat-major veillera à ce que « les choses n'aillent pas trop loin » ; le remplacement récent de deux généraux « durs » par un « libéral » reconnu pourrait même indiquer qu'un coup de force à la Pinochet se fomentait contre les « réformes ».

Ensuite le caractère explosif de la situation sociale. Touchée par la crise du capitalisme mondial, quelque six mois après la France, l'Espagne la subit très durement. La prospérité

économique y est en effet à la fois récente, très dépendante de l'extérieur et largement fondée sur des bases malsaines, même du point de vue capitaliste : spéculation, corruption, fraude fiscale érigées à la hauteur d'une institution (1) : trop de banques encore et pas assez d'industries ; des problèmes agraires qui relèveraient de thérapies radicales — mais la réforme agraire est sujet tabou ou prétexte à faux-semblants ; une effervescence immobilière où l'anarchie le dispute à l'incurie — qui n'a vu ces immeubles tomber en ruines avant que d'être achevés ou entendu parler de ces tours qui s'effondrent inopinément ?

### à gauche : échec au roi !

Sur de telles bases, l'inflation était inévitable. Elle s'emballe avec la crise économique : les prix ont progressé officiellement de 20 %, taux qui ne prend pas en compte l'augmentation des remboursements d'emprunts pour l'accession à la propriété dans un pays où celle-ci mobilise l'effort de

très nombreux habitants. Le chômage concernait, au début de l'été, 450 000 personnes sur quelques 13,5 millions de personnes actives, selon la statistique officielle, qui ne recense ni les chercheurs d'un premier emploi, ni les chômeurs privés d'emploi depuis moins d'un an, ni, évidemment, les travailleurs émigrés. Des estimations plus sérieuses évaluent cet automne à 800 000 au moins le nombre des travailleurs à la recherche d'un emploi. Et la couverture du chômage est en Espagne, dérisoire : quatre chômeurs sur cinq ne touchent aucune indemnité !

Pour malsaine que soit la situation économique de l'Espagne, elle était, jusqu'à cette année, tolérée par les travailleurs qui en faisaient les frais : les mesures périodiques de blocage des salaires étaient en effet ouvertement bafouées, et la pratique généralisée du « pluri-emploi » (beaucoup de travailleurs espagnols cumulent un travail déclaré et un travail « au noir ») permettait de « tenir le coup ». L'aggravation des tensions sociales cet automne, au moment où s'ouvrent les négociations sur les conventions collectives, résulte directement de la



à droite, que leur législation reviendrait à légaliser l'action du PCE, à admettre l'apparition au grand jour de « toutes ces catégories de Rouges » qu'on dénonce avec tant de virulence d'ABC à *Fuerza Nueva* et *Alcazar*. Mais à évincer les Commissions ouvrières — qui envisagent d'ailleurs de se transformer en syndicat dont les structures pourraient ressembler à celles de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FLM) italienne — le danger n'est-il pas plus grand qu'à les reconnaître? Ne risque-t-on pas de déclencher la colère du mouvement ouvrier alors qu'on préférerait le bercer de fausses réformes et l'endormir de belles paroles? Le pouvoir, à cet égard, manifestement « se tâte ».

Car l'irrésolution du pouvoir espagnol actuel n'est pas le moindre handicap à franchir par les partisans de la « libération sans casse ». L'année qui vient de s'écouler en a abondam-

On a vu plus haut les contradictions des premiers pas de la libéralisation : indulto et coups de fusil, censure et liberté d'expression accrues vont de pair, sans souci de cohérence. Dans un autre domaine du moins, celui de la politique économique, le gouvernement a donné, cette année, la mesure de son désarroi : la dévaluation de la peseta devait, en bonne gestion capitaliste, s'accompagner d'un train de mesures immédiates susceptibles de faire bénéficier l'économie, sinon les travailleurs, des bienfaits de l'opération. Mis sur pied tardivement, ce plan est suspendu pour cause de changement gouvernemental ; puis ressuscité sous forme de programmes partiels dont la mise en œuvre s'échelonne de juin à septembre sans logique globale : acupuncture économique fort en vogue dans la France de Giscard d'Estaing — dont la technocratie espagnole chante fort la louange mais dont l'insuccès, du

blissement d'une procédure de réformes constitutionnelles, l'institution de référendums ne constituent-ils donc pas, en Espagne, une fabuleuse innovation, un véritable changement de nature de régime? Mais toute l'opération sera organisée par l'actuel gouvernement qui jugera probablement suicidaire d'accorder le moindre temps d'antenne radio-télévisée à l'opposition! Au reste, la confiance des Espagnols dans les garanties dont s'entourera le scrutin est telle... qu'ils jouent à annoncer déjà les résultats de ce scrutin!

### démocratie en trompe-l'œil

Décevante en regard des espoirs immenses nés en Espagne il y a un an, cette réforme, qui n'a pour but que



tion, mais qui n'épargne pas le PCE, d'enterrer avec le « projet Suarez » toute chance de libéralisme prochaine, fût-elle minime?

Claude DESLIAT ■

(1) Quelques exemples de spéculation, qui témoignent en outre du cynisme d'un système où aucun écran ne masque les liens entre l'appareil d'Etat et le monde des affaires : choisis parmi les directeurs de banques, de compagnies d'assurance ou de grosses sociétés industrielles, les ministres des Finances se hâtent de prendre, dès leur arrivée au pouvoir, les mesures favorables aux seuls secteurs d'activité qu'ils dirigeaient : ainsi Carriles, président de « l'Union Phénix », annonce une refonte du système des assurances dès son accession au portefeuille des Finances. Quant à la fraude fiscale, elle concerne l'immense majorité des travailleurs modestes et des titulaires de hauts revenus : seuls les titulaires de revenus moyens — et encore — subissent une pression fiscale au reste mal définie par la réglementation.



ment donné la preuve. Coïncé entre ses droites et ses militaires, persuadé, a-t-on dit, que son grand-père, Alphonse XIII, était tombé pour avoir voulu gouverner et que la sagesse, pour durer en politique, est de ne point agir (ou peut-être simplement habile tacticien, jouant le temps pour arriver à des fins prudentes : ceux qui l'approchent se gardent désormais de le qualifier, comme autrefois, d'« imbécile utile »), Juan Carlos est un roi normand : « peut être ben qu'oui, peut-être ben qu'on »... Peut-être qu'on libéralisera, peut-être que non. Et ses chefs de gouvernement, Arias ou Adolfo, pâlots, falots et transitoires sans doute, ne semblent pas non plus du bois dont on fait les grandes figures historiques.

point de vue patronal, paraît assuré et dont la nocivité, pour les travailleurs, est garantie. La référence est d'ailleurs éloquent. La promulgation tardive de ce plan, début octobre, est-elle le signe d'une plus grande assurance au sommet?

### gribouille à l'économie

Sans doute l'équipe royale et le gouvernement Suarez semblent désormais décidés à faire passer les réformes : « au besoin contre la droite orthodoxe », a-t-on dit ; plutôt en composant avec cette droite, disons-nous. Car les réformes sont une réformette. La création d'un parlement élu au suffrage universel direct et secret, l'éta-

de forcer la porte close du Marché commun est sans doute dangereuse : car la dictature, ainsi coiffée d'un postiche de démocratie, risque d'apparaître moins clairement pour ce qu'elle est aux yeux des travailleurs ; et d'en être moins chaudement combattue. Sans doute les arguments ne manquent-ils pas pour renforcer la mobilisation et tenter d'obliger le gouvernement à retirer cette caricature de réforme, convaincre les travailleurs de ne pas se laisser abuser et arracher des concessions plus consistantes. Triompheront-ils du désir qu'ont les peuples d'Espagne de voter, librement ou non, après quarante ans d'étouffoir? Et de la crainte, plus ou moins ouvertement exprimée, selon les nuances de l'opposi-

### pour en savoir plus...

#### autopsie d'un dictateur :

- Philippe Nourry, *Franco, la conquête du pouvoir (1892-1937)*, Paris, Denoël, 1975.
- Luis Ramirez, *Franco*, Paris, Maspéro, 1965, coll. « Cahiers libres ».

#### Espagne franquiste :

- Max Gallo, *Histoire de l'Espagne franquiste*, Paris, Marabout, 1976, coll. « Bibliothèque Marabout Université ».

- Ramon Chao, *Après Franco, l'Espagne*, Paris, Stock, 1975.

#### phalange et Opus Dei :

- Jean-Jacques Thierry, *L'Opus Dei, mythe et réalité*, Paris, Hachette littérature, 1973.
- Yvon le Vaillant, *Sainte Maffia, le dossier de l'Opus Dei*, Paris, Balland, 1971.

#### les oppositions :

- César M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir (1868-1969)*, Paris, Seuil, 1969, coll. « Esprit - La cité prochaine ».
- Guy Hermet, *Les communistes en Espagne*, Paris, Armand Colin, 1971, coll. « Travaux et recherches de science politique ».
- Santiago Carrillo, *Demain l'Espagne*, Paris, Seuil, 1974, coll. « Combats ».
- Julio Sanz Oller, *L'espoir demeure ; les Commissions ouvrières de Barcelone*, Féderop, 1975, coll. « Des travailleurs eux-mêmes ».
- Eva Forest, *Journal et lettres de prison*, Paris, éd. des Femmes, 1975 (éd. bilingue).
- Arrabal, *Lettre au Général Franco*, Paris, Union générale d'éditions, coll. « 10/18 ».

# les choses de la ville

## GAM : petite musique autogestionnaire

La treizième rencontre des GAM, qui a réuni trois cents participants les 16 et 17 octobre s'est située explicitement dans la perspective des élections municipales puisque les 15 groupes de travail devaient situer leurs réflexions dans le cadre de l'interrogation fondamentale : « La gauche à la mairie, pour quoi faire ? »

Cette démarche, non critiquable en soi, a cependant contribué à donner un aspect contradictoire et ambigu aux débats. En effet, d'un côté les participants ont réaffirmé l'autonomie des GAM par rapport aux municipalités de gauche, même s'ils y participent, et d'autre part leur conception du militantisme et des buts poursuivis les réduit à n'être qu'un relais critique des municipalités de gauche.

### autonomie pour quoi faire ?

L'ambiguïté commence dès le départ, c'est-à-dire au moment de la création d'un groupe GAM. En fait, il ne s'agit plus de créer un groupe à partir d'une mobilisation populaire sur des problèmes précis, mais d'en créer un après qu'un petit nombre de militants ait constaté qu'il existait un certain nombre de problèmes au niveau d'une commune ou d'un quartier. De là de nombreuses interventions dans les carrefours poussant à ce que les groupes GAM aillent au devant des problèmes, cherchent à les prévenir soit en s'en faisant l'interprète auprès du pouvoir avant qu'ils ne surgissent (Jouy-en-Josas), soit en créant des structures plaquées pour les canaliser ou faire naître des pseudo-conflits qui étouffent une prise de conscience des enjeux réels par la population (Grenoble Meylan).

Cette conception des conflits ne peut que satisfaire les « gestionnaires des affaires locales » qu'ils soient de droite ou de gauche, car elle passe à la trappe le problème de la mobilisation populaire et de la définition des objectifs à poursuivre à partir de la prise en main de ses affaires par la population et non pas par un petit groupe « éclairé ». On ne peut à la fois affirmer qu'être autogestionnaire c'est permettre aux citoyens de prendre leurs affaires en main et avoir une nette tendance à vouloir se substituer à eux dans l'expression des revendications.

### le « pouvoir municipal »

Par contre la position de principe adoptée disant que : « la majeure partie des militants du groupe et notamment les animateurs doivent être extérieurs à l'équipe municipale et continuent à jouer leur rôle de contre-pouvoir » est positive et se situe effectivement dans le cadre d'une pratique autogestionnaire. Un point important cependant n'est pas élucidé : celui de savoir de quel « contre-pouvoir » il s'agit, et la conception du rapport élu de gauche — comité de base n'est pas faite pour clarifier les positions. En effet, dans les commissions consacrées au « pouvoir municipal » les participants n'ont pas remis en cause la fonction de l'élu dans le cadre actuel des institutions municipales

bourgeoises et, au contraire, leur démarche consistant à faire du comité l'interlocuteur privilégié de l'élu de gauche, en contre-partie d'une plus grande information et d'un soutien aux luttes locales, ne peut qu'accroître les illusions sur le rôle des institutions locales actuellement.

Ainsi la treizième rencontre nationale des GAM a révélé dans ses débats la richesse et les contradictions de ce mouvement. D'une part il se veut à l'écoute des masses qu'il assure de son soutien, il veut les aider à lutter et à formuler leurs revendications, d'autre part, il a tendance à se concevoir comme relais à la fois des aspirations de la population vers la

mairie de gauche et des projets de cette même mairie vers la population. Cette contradiction est, en grande partie, due au fait que là où existe une municipalité à majorité PS, ce parti n'hésite pas à investir un certain nombre de ses militants dans des comités de quartier sous l'égide des GAM.

Si le chemin parcouru depuis la prise de la municipalité de Grenoble est grand de par la clarification politique opérée, les GAM ont tout à gagner à s'interroger sur leur rapport avec les partis de gauche, sous peine de devenir un simple satellite du « premier parti de France ».

J.-F. THORAVAL ■

## expulsions urgentes

Au moment où le gouvernement discute de la transformation de l'aide à la pierre en aide à la personne afin de transformer en assistés les catégories les plus défavorisées de la population et donc par là briser leur volonté de lutte, deux cas d'expulsions montrent que la bataille pour imposer le droit au logement continue avec force.

Depuis un an : 5 personnes (4 chômeurs, 1 enfant) occupent une maison, restée vide depuis plus de 30 ans, sauf entre 1962 et 70, au 4, rue Asseline dans le 14<sup>e</sup>. Ce sont eux qui ont retapé la maison et ils avaient obtenu du tribunal un délai en avril. Ils en demandaient un autre le 5 octobre, afin de rester jusqu'à la fin de l'hiver, puisqu'on n'expulse plus après le 15 novembre.

Mais de son côté le propriétaire a introduit, tout d'un coup, une procédure d'urgence pour récupérer la maison. Les habitants du 14<sup>e</sup> savent ce que cette urgence veut dire. En son nom un foyer de plusieurs centaines de travailleurs africains, situé rue R-Losserand, fut rasé en une journée en 1973. Quelques semaines plus tard la préfecture autorisait un club de

pétanque à utiliser le terrain. Les travaux « urgents », à la base de l'expulsion (construction de bureaux) viennent d'être commencés ! Le juge a ordonné l'expulsion des squatters de la rue Asseline, afin de décourager les occupations qui se multiplient.

Pourtant ils n'ont aucun endroit où aller du fait de leur situation financière et ils réclament un soutien populaire. Déjà une partie de la presse a brisé le mur du silence et les élus du PCF et du PS ont déposé des questions écrites au préfet de Paris.

La rupture de l'isolement est possible parce que les habitants du 14<sup>e</sup> ont mené de longues luttes pour prendre en mains leur cadre de vie (contre la radiale Vercingétorix, contre les expulsions...) et le soutien aux squatters commence à s'organiser. ■

### vieille dame en péril

A Levallois c'est Hélène Vernet, 68 ans, qui risque d'être expulsée de l'appartement qu'elle occupe depuis 53 ans et qu'elle a aménagé elle-même. Cette situation est rendue possible par la loi de 1948, qui permet au propriétaire de vendre clandestinement les appartements occupés, sans en informer les occupants et sans que ceux-ci aient une priorité pour l'achat. Qu'attend donc Poniatowski pour protéger cette vieille dame, lui, le chantre de la sécurité pour le troisième âge ?

Ce sont ses sbires qui agressent Mme Vernet par de fréquentes visites. Minée par l'anxiété, elle a entamé, depuis trois semaines, une grève de la faim pour obtenir que lui soit reconnu le droit de vivre chez elle. De nombreuses démarches ont été entreprises auprès du préfet et des élus locaux. En vain jusqu'à présent. La municipalité d'union de la gauche s'est contentée de proposer le relogement d'Hélène Vernet en HLM ce qui est impossible, ses ressources se montant à 300 F par mois. Un comité de soutien s'est constitué et une pétition a déjà recueilli, en quelques jours, 400 signatures de Levalloisiens. La bataille pour le droit au logement ne fait que commencer. La perspective des prochaines élections municipales est une bonne occasion pour interpeller les différents partis politiques sur la manière dont ils entendent défendre concrètement ce droit.

Pour prendre contact : comité de soutien d'Hélène Vernet : 39, rue Chap-tal, 92300 Levallois.

J.-F. THORAVAL ■



# les exclus de l'intérieur

## municipales : femme exclue et femme alibi

Les « consultations électorales » suscitent toujours chez les notables de grands élans de séduction à l'égard des femmes. Majoritaires dans le corps électoral, elles font frémir ou rêver depuis 1945 les aspirants au pouvoir. A travers les arguments déployés à leur égard se lit pourtant trop souvent le mépris secret dont elles sont l'objet. Elles seraient plus marquées que les hommes par l'influence religieuse ; on fera donc appel à des citations de la hiérarchie catholique plutôt qu'à celles des papes du marxisme pour les convaincre (1) ; elles n'existeraient pas pour elles-mêmes, mais pour les enfants qu'elles ont mis au monde et qu'elles soignent ; on leur promettra donc, comme si c'était largesse à leur endroit, des équipements pour la petite enfance ; quand des courants contestataires les traversent on ne sera pas avare de déclarations sur leur accès à l'égalité, la reconnaissance de leurs droits.

De plus, en un temps où deux femmes ministres apparaissent en tête du hit-parade de la popularité politique, il est probable qu'on trouvera intéressantes les possibilités ouvertes par la présence de femmes connues dans les listes municipales. Encore que, pour la gauche, le partage obligé des candidatures entre plusieurs formations ne soit guère favorable à la présence de nombreuses femmes dans les listes : les places seront chères.

D'ailleurs les faits sont là, coriaces. Jusqu'à présent, les femmes ne sont pas plus présentes — relativement — dans les conseils municipaux que

dans les grands organes représentatifs. Et, bien qu'on ait insisté sur « l'adaptation » des élections municipales à leurs capacités (2), sur le fait que la gestion municipale pouvait se rapprocher de la gestion ménagère, sur l'analyse toute réaliste enfin qu'il y a plus de place dans une liste que dans un scrutin uninominal (et qu'on peut donc être généreux...) elles se retrouvent toujours aussi minoritaires dans les conseils municipaux (comme à l'Assemblée nationale). Elles sont plus nombreuses sans doute dans les conseils de « gauche », en particulier dans les municipalités à majorité communiste ; plus nombreuses aussi

dans les zones urbaines que dans les communes rurales. Mais l'une des études les plus récentes sur la question montrait que seulement 1,2 % des maires des villes de plus de 2 000 habitants sont des femmes, que pas un seul maire femme ne préside aux destinées des villes de plus de 100 000 habitants.

A ces chiffres ridicules on peut, par ailleurs, ajouter deux observations. Au stade de la désignation des candidats et de la fabrication des listes, on insistera sur la présence des femmes, signe évident de « progressisme » et de bonne volonté de la part des hommes ; au stade de la répartition des tâches dans une municipalité, on retrouvera la division classique des rôles : les femmes aux affaires « sociales », les hommes aux postes qui impliquent des choix politiques. Précieuses au moment de la présentation des listes, elles retournent à leurs casseroles, une fois le scrutin passé. Les deux visages de la femme : décoration et servitude.

J'exagère ? Nous verrons bien. A moins que les femmes ne décident, de manière collective, que certaines choses doivent changer. Dire « les femmes » n'est pas juste d'ailleurs. Certaines d'entre elles refusent que les choses changent, acceptent le régime, ses injustices, ses discriminations dans les domaines de l'emploi, des salaires, des tâches ménagères. Parce qu'elles en souffrent sûrement moins que d'autres ; les classes sociales, cela existe, chez les femmes aussi. Mais les autres, que peuvent-elles faire si elles estiment qu'il existe des problèmes pour ces femmes, que leur solution est, en partie, d'ordre politique, et qu'ils doivent être mis en avant en même temps (et non après) que les autres changements vers une société socialiste ? Cela suppose que l'on évite deux pièges : celui de la personnalisation et celui de la « spontanéité ».

Le piège de la personnalisation n'est pas propre au mouvement des femmes. Il s'agit toujours de faire croire à un groupe exploité que, si certains de ses membres accèdent à une parcelle de pouvoir, c'est le groupe qui exerce ce pouvoir. Et le « représentant » devient souvent le complice de l'exploiteur. Que de « femmes à la barre » pour suggérer qu'elles, elles ont bien réussi, et que si les autres étaient plus dégourdies... Mais devant ce piège-là, les bonnes paroles ne servent à rien. Ce n'est que si les femmes s'organisent, et, collectivement, imposent le respect de leurs droits, les changements nécessaires, qu'elles pourront obtenir que telle ou tel défende ces revendications. Là, comme ailleurs, l'alternance au notable de droite ce n'est pas le notable de gauche, c'est l'organisation des usagers. Sans doute le mouvement des femmes, aujourd'hui, est-il encore embryonnaire et informel dans beaucoup de villes, inexistant dans la plupart des villages. Mais nombreuses sont celles qui se sont rencontrées dans les organisations de quartiers, de parents, de locataires, du cadre de vie, et sur les lieux de leur travail. A nous de faire qu'elles puissent collectivement se faire entendre.

Le piège de la « spontanéité ». Le

mouvement des femmes, à l'heure actuelle, n'a pas de programme clair s'agissant de la vie locale et communale. Les groupes comme l'Union des femmes françaises (UFF) reprennent les thèmes du PC, l'Union féminine civique et sociale (UFCS) se bat sur des objectifs d'équipements collectifs, comme les crèches, sans indiquer toujours clairement ce qu'elle vise à travers ces derniers : permettre à la vie de famille de demeurer la base essentielle du groupe social malgré les « occupations » de la mère, ou remettre en cause la division traditionnelle des rôles, l'éducation des enfants, etc. Le mouvement féministe, à travers les thèmes qu'il défend, se prononce peu sur la gestion communale et la place que les femmes pourraient y tenir. Le PSU, et les militants qui s'y expriment, se sont donné comme objectif d'imposer la participation des femmes aux pouvoirs de décision dans la commune (3), exigent pour les femmes des facilités afin de créer des centres de regroupement. « La municipalité favorisera la création de lieux de rencontre et de formes d'organisation permettant l'expression et la confrontation d'aspirations spécifiques (jeunes, femmes, personnes âgées, travailleurs immigrés, etc.) ». En mettant l'accent sur l'organisation par les usagers eux-mêmes de tous les services collectifs « le conseil municipal s'opposera à toute politique d'assistance individuelle. Il appuiera l'organisation par les usagers de services collectifs (laveries, restaurants, crèches, centres d'orthogénie, etc.) » (3).

Mais c'est ici qu'il faut se méfier de la « spontanéité » que pourrait manifester le « mouvement des femmes ». On ne dira jamais assez que ce mouvement n'est pas porteur d'objectifs révolutionnaires en tant qu'organisation, mais par les luttes qu'il peut mener. Les femmes ne sont pas, par essence, un groupe révolutionnaire, ce sont leurs luttes et leurs objectifs qui le sont.

Reste aux femmes à montrer leur capacité, à s'organiser, à faire ce travail, lent et patient, dans les organisations de masses où se trouvent les femmes afin que beaucoup d'entre elles se retrouvent dans le combat à mener à la fois contre le capitalisme et contre la division des rôles féminin et masculin, dans la vie de tous les jours et dans la politique.

Huguette BOUCHARDEAU ■

(1) Lors des législatives de 73, le seul texte cité par un hebdomadaire communiste à l'adresse de l'électorat féminin fut... une encyclique ! Nous tenons ce document à la disposition de nos lecteurs.

(2) Mais oui ! Pie XII écrivait en 1945 : « La municipalité, base de l'édifice politique, offre un cadre particulièrement favorable à l'action civile et sociale des conseillères ; leur irremplaçable expérience de la vie domestique et des tâches éducatives, leur sens des traditions locales et des réalités quotidiennes, joints à la perspicacité de la nature féminine, contribuerait à écarter de l'administration des communes l'arbitraire des conceptions théoriques »...

(3) Charte municipale adoptée au Conseil national de Joinville les 9 et 10 octobre derniers.



AGIP



## au pays de Sékou Touré les bébés sont au parti

J.-P. Atala, militant socialiste, puis du RDA guinéen, a exercé pendant 11 ans les plus hautes fonctions en Guinée. Il a fait parti du cabinet de Sékou Touré, puis de celui de SAIFOULAYE DIALO, ministre d'Etat chargé du Plan, avant de revenir au cabinet de SEKOUTOURE, avec rang de directeur général des Affaires économiques et financières. Comme beaucoup d'autres militants, il s'est engagé à fond dans ce qu'il pensait être la construction d'une socialisme guinéen. Comme beaucoup d'autres, il a cru aux explications données, sur tel complot découvert, sur telle arrestation. Jusqu'au jour où il est lui-même emprisonné, et découvre, de l'intérieur, le système policier mis en place.

Aujourd'hui il parle. Calmement. Malgré l'angoisse qui le saisit en pensant, non seulement à l'avenir des siens (sa femme et son fils sont en Guinée) mais à tous ses frères guinéens qui sont ou vont être arrêtés.

T.S. : Pourquoi ce livre ?

J.-P. A. : A mon retour de Guinée, je me suis heurté à une double indifférence.

Celle du pouvoir ne m'a pas étonné. Le capitalisme international s'intéresse de très près à la Guinée. Les Etats-Unis en particulier, dont les intérêts sont présents dans tous les secteurs.

Le gouvernement français cherche à son tour à développer la présence française, à prendre pied. La bauxite, la construction du Transguinéen, la mise en place d'un système de télévision, l'intéressent au plus haut point.

Mais l'autre indifférence m'a plus surpris. Celle de la gauche française. Sékou Touré se réclame du socialisme, s'habille de son manteau. Et du coup, chacun m'appelle à la prudence, et m'invite à ne pas ouvrir le débat.

T.S. : Quel est donc le régime en place ?

J.-P. A. : Un régime bureaucratique,

que, s'appuyant sur une bourgeoisie que Sékou Touré aide à créer et la paysannerie.

Pour asseoir son pouvoir, il a créé un parti de masse (l'ancien RDA guinéen, devenu maintenant le Parti-Etat-guinéen) dont tous les Guinéens sont membres. Dès sa naissance, tout Guinéen, doit prendre sa carte. Ses parents le font pour lui. Il n'en a pas toujours été ainsi. En 1966, suivant l'exemple cubain, des assemblées populaires, désignaient ceux qu'elles estimaient les plus dignes d'entrer au Parti. Mais cette sélection s'est vite avérée dangereuse pour le pouvoir. Elle amenait les plus politisés à agir. Aussi on est revenu à cette curieuse conception du parti de masse. Pas si curieuse au demeurant. Tout le monde étant membre du Parti, dans les assemblées chacun sait qu'il y a obligatoirement le mouchard du président, aussi chacun se tait.

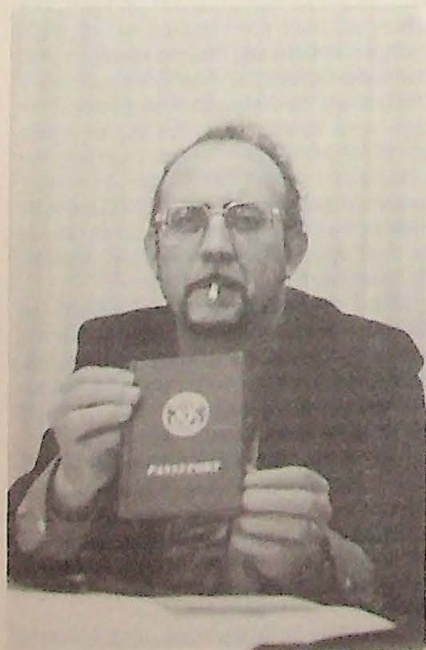
Pour entretenir l'ardeur des masses, Sékou Touré invente des gadgets. Le dernier est celui de la plantation des arbres. Chaque Guinéen, quatre fois par an doit se mettre à ce travail : à l'occasion de la commémoration de la naissance de Mahomet (90 % de la population est musulmane), de la naissance du Parti, et de deux événements familiaux.

T.S. : Et derrière cette façade ?

J.-P. A. : La corruption à tous les échelons, politiques et administratifs. La mise à l'encan de toute l'économie. La prostitution des femmes qui est devenue une méthode de gouvernement et de politique.

T.S. : Reste Sékou Touré lui-même.

J.-P. A. : L'homme n'a aucune formation idéologique. Il tient au pouvoir, un point c'est tout. Son comportement est celui d'un paranoïaque. Mais c'est un homme de communication et de persuasion. Son nationalisme — et pas son socialisme — est incontestable. C'est à travers lui qu'il sait faire vibrer la fibre des Guinéens, à travers de longs discours. Deux heures de discours est un minimum.



J.P. Alata : « Qui a dit que je ne suis pas Français ? »

## Chaque vague d'arrestations prépare la suivante

Le livre de J.-P. Alata est le récit de 54 mois de prison en Guinée. Il insiste sur quatre aspects de la répression sous Sékou Touré :

- Le système d'arrestations.
  - Le système de tortures, tant morales que physiques, pratiqué par la police guinéenne.
  - Le système tout à fait particulier à la Guinée, qui consiste à chaque vague d'arrestations, à faire mettre en cause des personnalités en place, par des détenus, sous la torture, pour fabriquer un dossier, grâce auquel on procédera ultérieurement à une nouvelle arrestation.
  - Le système pénitentiaire lui-même, qui est une longue suite d'horreurs. L'auteur cite le cas d'un détenu qui est mort après 121 jours de privation de nourriture : 113 jours de 1/2 ration, et 8 jours de diète complète. Sékou Touré n'ignore rien de ces pratiques. Son propre frère Ismael Kouré, président de ce qu'on appelait la Commission technique, dirige les bourreaux. Parmi ceux-ci M. Keita Seydoux, actuel ambassadeur de Guinée en France, qui a personnellement torturé l'auteur du livre.
- On dénombre actuellement 2 500 prisonniers politiques en Guinée (pay-sans, ouvriers, artisans, intellectuels). ■



Photo Françoise Claire, Tribune Socialiste

De gauche à droite : Jean Lacouture, J.- P. Alata.

## La liberté d'expression vue par Michel Poniatowski

*Prisons d'Afrique*, le livre de J.-P. Alata, a été interdit par un arrêté signé du ministre de l'Intérieur, publié au J.-O. du 24 octobre. L'arrêté se base sur l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par un décret du 6 mai 1939.

Le dit article 14 autorise le ministre de l'Intérieur à saisir des livres ou publications provenant de l'étranger, qu'ils soient en langue étrangère ou française. Les critères permettant cette saisie, sont pour le moins vagues. Mais en l'occurrence, on ne peut même pas en tirer prétexte pour expliquer la mesure prise :

- L'auteur J.-P. Alata est français.
  - La maison d'édition — les Editions du Seuil — est elle même française.
- On est donc en plein arbitraire.

Cela est si évident, que les renseignements généraux ont dès qu'ils ont eu connaissance du projet d'édition du livre, exercé toutes sortes de pressions sur l'auteur pour qu'il renonce à son projet.

Ce qui est en cause, ce n'est donc pas l'origine de la publication, mais son contenu. C'est donc un problème de liberté d'opinion, qui est crûment posé par le très libéral Poniatowski. Désormais, la censure est très officiellement introduite en France. Tous les livres et les journaux dépendent de la bonne grâce du Prince. Qu'on se le dise. Les thuriféraires du livre de Valéry, la *Démocratie française* qui vante les mérites du pluralisme, savent dans les faits à quoi s'en tenir. Car il ne s'agit dans ce cas pas seulement de balourdise. C'est plutôt un coup de sonde, pour voir jusqu'où on peut aller, dans le contrôle de l'information. Un premier défi.

Nous le relevons dans ces colonnes, en publiant quelques bonnes feuilles du livre interdit. Nous espérons bien, ne pas être les seuls. ■

13 janvier 1971

— Que savez-vous de l'agression, Alata ?

Je sursautai.  
— L'agression ?  
Le ton monta.

— Ne me faites pas répéter. Que savez-vous de l'agression ? Vous connaissez le rôle qu'y a joué votre pays, la France. Parlez-nous de votre action réelle.

Je m'étais ressaisi. C'était un terrain idéal. Les témoins étaient nombreux de mes actes durant ces jours des 22 au 24 novembre.

— J'ai déjà fait le récit de mes activités à ce sujet. Le président sait que j'ai combattu, dès les premiers coups de feu...

Je n'eus pas le temps de terminer ma phrase. Seydou m'interrompit grossièrement :

— Chien ! Salaud de Blanc ! Cesse de te couvrir derrière le président ! Il a été trop bon pour toi. Tu n'as pas cessé de le trahir.

Il crachait littéralement ses mots, se tourna ensuite vers Ismaël :

— Ce n'est qu'un salopard, je l'ai toujours dit. Il faut lui montrer que nous ne jouons pas ! Qu'é nous avons les moyens de convaincre les plus récalcitrants. Il faut le chauffer !

Ismaël l'apaisa encore d'un geste de la main mais tout sourire disparut. Une teinte grise envahissait son visage.

— C'est vrai que vous n'êtes guère sérieux, Alata ! Nous vous traitons en camarade, presque en ami et vous nous prenez pour des enfants ! Je répugne à utiliser les moyens de persuasions qui ont la faveur de mon compagnon, mais il faut reconnaître qu'ils font merveille à la recherche de la vérité.

La vérité ! Toute peur m'avait abandonné et j'eus un ricanement. J'étais en pleine possession de mes moyens, l'esprit clair. Le ministre avait perçu le ricanement. Son visage se crispa davantage. Il frappa la table du poing.

— Pas sérieux, Alata, et pas prudent !... Oui, pas prudent, reprit-il, choisissant ses mots. Cela semble vous intéresser ? Réfléchissez donc à ce petit problème et allez avec Oularé. Vous dites vous être battu pour nous ; le jour de l'agression ? Nous avons les preuves que vous avez pris les armes, mais pour aider les mercenaires. Or, qui était avec vous, ce jour-là ? Qui ne vous a pas quitté

réaction instinctive de tout le corps qui le fait s'esclaffer.

— Tu n'es plus dans ton bureau, à la présidence, ici, chien ! Enlève ta veste.

Je montre mes poignets et prends pleinement conscience du décor. A terre, un tas de gravier qui paraît rouge sous la lumière. Dans un coin, de gros pneus de camion, empilés. Au plafond, un madrier est posé sur la façade des murs. Une grosse poulie y est fixée dont pend une corde. Dans un autre coin, une petite table en bois blanc. Dessus une boîte oblongue, probablement en bakélite.

Sur la paroi qui me fait face, une porte de fer avec une inscription grand-guignolesque « DANGER DE MORT » en rouge.

On me retire, on m'arrache plutôt les menottes. Je suis dépouillé de ma veste comme un lapin de sa peau. Oularé stoppe les gardes de la main.

— Monsieur Alata, ne vous laissez pas abîmer. Parlez maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Parler de quoi ? Je hausse les épaules.

— Je n'ai rien à dire et vous le savez bien. Votre patron est fou !

Oularé tourne les talons en jetant aux gardes un ordre bref : « *Won khai*<sup>1</sup> ».

Je suis projeté à terre, face contre sol. On me ramène les bras violemment en arrière. Une scie me taraude avant-bras et coudes. Comme je me débats, je sens le poids d'une chaussure contre les reins. Bras et épaules sont encore plus brutalement tirés. Je suis encore trop corpulent pour que les coudes puissent se joindre dans cette position et pourtant les deux hommes qui me manipulent ne s'estimeront satisfaits que lorsqu'ils m'auront troussé comme un poulet.

Malgré tout mon désir de ne pas m'abaisser, de plastronner, je gémiss, tant la douleur se fait aiguë. Ma cage thoracique maltraitée m'empêche de respirer. Ce ne sont pas des liens ordinaires qui m'entravent. Ils entrent dans la chair, la scient. Les attaches sont si serrées que, déjà, je ne sens plus ni mains, ni poignets.

Les hommes rient :  
— Tu es bien comme cela, général<sup>2</sup> !

Ils me redressent brutalement, puis me font agenouiller sur le tas de gravier dont je ne m'expliquais pas l'utilité.

— Si c'est vraiment lui qui vous envoie, dites-lui que je ne sais rien. Je l'ai toujours servi, comme un pauvre con !

Il lève les bras au ciel.  
— Décidément, vous l'aurez voulu. Allez-y !

Un des hommes approche, me pince le lobe des oreilles. Un autre, installé à la table du coin tourne rapidement une manivelle. Mon corps se tend en arc. Des myriades d'étrilles jaillissent devant mes yeux. La douleur qui taraude mon cerveau semble devoir l'éparpiller. Puis, d'un seul coup, c'est le noir. Je me laisser tomber sur le côté. La douleur revient. En moi-même, je compte : 1... 2... 3... 4... 5...

Tout cela, c'est douloureux, mais supportable. Il faut se préparer à la secousse électrique qui revient donc toutes les cinq secondes. Je pourrai tenir le coup.

Je ne tombais plus, gémissais moins haut. Le garde qui actionnait la magnéto se mit à rire. « Gros malin ! »

Et la prochaine décharge intervint au bout d'une ou deux secondes. Elle n'eut pas d'intensité égale. Elle partit en rafale, si brutale, si puissante que je voulus me lever pour lui échapper. La douleur me pénétra le crâne, les yeux. Quand elle cessa, comme finit de claquer un fouet, je tombais, comme une masse. Puis elle revint, le garde jouait, en riant avec son rhéostat. Je ne peux me prémunir contre l'assaut brutal de l'électricité ni en prévoir la durée.

Parfois, elle s'éternise de longues secondes, comme paressant, elle monte, par paliers, à une intensité qui arrache les yeux des orbites mais elle peut, à d'autres moments, soit simplement effleurer, soit, au contraire, frapper le cerveau d'un seul impact, en faire un bloc de lave en fusion.

J'ai perdu mon contrôle. Il me semble bien que j'ai uriné sous moi. Je crie, mais ce n'est pas moi, ce pantin qui hurle. Chaque organe, en moi, est indépendant et essaye, pour son propre compte d'échapper à la souffrance.

Combien de temps ? Qui saurait le dire ? Je me retrouve à terre, étendu de tout mon long, malgré les liens qui rendent mes mains de glace. Je ne ressens plus rien. Le garde a beau s'agiter, là-bas, tourner sa manivelle, manipuler le rhéostat, rien. Ai-je atteint ce seuil de douleur au-dessus

une feinte commisération, il a déjà des enfants et sa femme est enceinte. Il n'en a plus besoin !

Je ne comprends que lorsque mon short m'est brutalement baissé, dévoilant ma pauvre nudité. Je suis inondé de honte. Etre mis nu, ainsi devant des gaillards hilares, c'est être devenu un sous-homme. En un éclair, je revois une séquence d'un film sur les camps allemands, une séquence montrant une longue file de juifs contraints de gagner, nus, leurs baraquements en traversant tout le camp au pas de course. Maintenant, seulement, je comprends leur humiliation.

Le regard que je jette à Oularé est tel qu'il détourne la tête.

— Vous le voulez, Nous avons tout fait pour vous l'éviter. Et n'oubliez pas que cela laisse des traces. Vous ne serez jamais plus le même, à votre sortie.

La sortie ? Je ne pense même plus à m'en tirer, de ce guépier. Comment pourrai-je, jamais, vivre avec le souvenir de cette humiliation, et subie de la main d'hommes que j'ai toujours défendus ? Ah, Ikongo, les coups de cravache que tu as reçus, c'est ton « petit monde » qui les paie. « Ils ont mangé des raisins verts et leurs enfants ont les dents agacées ! »

Des mains brutales m'écartent les cuisses. Je sens un pincement aux bourses, un autre à un repli de la peau du ventre. Et tout de suite, cela recommence. On m'a, cette fois, laissé étendu, mais mes pieds ont été entravés.

Je gueule et la douleur est si intense que je souhaite en crever. Bon Dieu, que mon cœur lâche, tout de suite. La mort est préférable à cet embrasement des testicules et du fondement. Une sensation de boue brûlante s'enfonce dans mes entrailles. Mon sexe ne m'appartient plus. Ça me fait hurler ; il me semble qu'on me plonge dans un brasier. Oularé réapparaît, fait arrêter les hommes.

— Vous avez de la chance, Monsieur Alata. Le ministre a reçu instruction de ne pas vous abîmer. Le président conserve toujours l'espoir que vous allez comprendre. Nous allons utiliser d'autres moyens. Détachez-le et rhabillez-le.

Je ne peux plus tenir debout, titube. Quand mes liens — je m'aperçois que ce sont bien des fils électriques — commencent à quitter la chair je

## « Comme dans un ballet bien réglé rien n'est improvisé dans ces débats où tous ont appris leur leçon. »

d'une semelle ? Il devrait déjà être ici, devant nous ! Vous ne croyez pas ? Oularé, emmène-le !

Je me sentis soulever du tabouret par deux gardes, apparemment de massifs forestiers entrés sur un geste de l'adjudant. Pendant que je franchissais la porte, j'entendis encore :

— Pensez aussi à votre femme et à son enfant !

Tenin ! Jean-François et Tenin !  
Je ne sens même plus qu'on m'entraîne, qu'on me porte presque dans l'obscurité de la cour du camp vers d'autres lumières, d'autres salles. Les visages proscrits s'imposent. A celui de Tenin, la bien-aimée au ventre déformé par sa grossesse, se superpose, comme toujours l'image de mon « blé mur » qui dort au cimetière de Camayenne dans cette terre que je foule presque des pieds. [...]

Perdu dans ma révolte intérieure, je n'entends plus rien, ne vois plus rien. Je suis jeté à terre dans une petite pièce violemment éclairée. On me relève d'un coup de pied dans les côtes. J'ai un mauvais regard pour l'homme qui me brutalise ainsi, une

— Tiens-toi tranquille là-dessus, intime un de mes bourreaux, me redressant d'un coup de botte quand je tente de me laisser tomber de côté.

En quelques minutes, je ne sais plus laquelle des deux douleurs est plus cuisante : celle des liens qui maltraitent mon thorax et m'entrent dans la chair ou celle des centaines de cailloux aigus qui pénètrent lentement mes genoux.

Oularé revient. Il est inquiet, empressé.

— Une commission du président, Monsieur Alata. Il vous prie, au nom de votre amitié de ne pas tout compromettre par entêtement. Il veut faire quelque chose pour vous. Parlez et faites-lui confiance.

J'ai eu encore la force de relever la tête et de regarder en face l'adjudant. Je me souviens parfaitement de ma réflexion à ce moment : « Mais il ne rit pas, ai-je pensé, ce salaud ! Il me parle sérieusement d'amitié ; est-ce qu'il invente ou est-ce le patron réellement qui m'envoie dire cela après m'avoir livré à ces ordures ! »

J'ai dû avoir un bien pauvre sourire.

duquel on prétend qu'il n'y a plus perception de souffrance ? Le manipulateur qui s'énerve de ne plus surprendre de réactions, s'approche, me retourne du pied.

— Salaud ! Tu as arraché les électrodes ?

Il me redresse en me bourrant de coups. Un autre garde s'éclipse, revient en compagnie d'Oularé.

— Plus raisonnable, Alata ?

Je secoue la tête péniblement. Je n'y vois presque plus. Mon cerveau est un lac bouillonnant où surnage seulement une haine intense contre ces hommes. Je ne leur reproche pas de me torturer mais d'y prendre trop visiblement plaisir.

— Bon, allons-y. Nous devons passer à un second stade. Très désagréable, pour vous, qui avez une jeune femme.

Les gardes rient, échangent de grosses plaisanteries en malinké. Il y est principalement question de mes attributs sexuels et de la difficulté qu'aura ma femme à s'en contenter, si j'en réchappe.

— Enfin, soupirez l'un d'eux avec

recommence de hurler. Mes mains, mes poignets sont morts. Le sang qui afflue aux extrémités des avant-bras y cogne contre un mur et renvoie une onde de douleur à chaque pulsation. L'adjudant appelle un des gardes, lui murmure quelques mots en lui montrant de la main mes avant-bras. L'homme acquiesce de la tête, ramasse ma veste à terre, empoigne mon bras droit qui saigne au coude et se met à frictionner la plaie comme on bouchonne un cheval.

Mes hurlements redoublent. La douleur ressentie est aussi grande qu'au début de la séance. Le second garde me maintient et mon soigneur me glisse à l'oreille, profitant de ce qu'Oularé vient de quitter la pièce.

— Il faut nous pardonner, général. Nous, on exécute ce qu'on nous dit de faire. On n'a pas envie de venir vous rejoindre au bloc, mais on vous aime bien ! [...]

1. Allons-y [sosso]  
(2) Depuis l'Indépendance, une coutume s'est instaurée : Celle d'appeler général, ceux qui occupent ou ont occupé des fonctions dont le titre comporte cet adjectif.

12 juillet 1971

C'était la première fois que je passais devant la commission de jour. L'impression en était toute différente. Devant un tribunal classique, l'apparat est fait pour troubler : robes des magistrats, attitude, majesté des lieux si dépouillés qu'ils puissent être. Tous le mystère du comité révolutionnaire venait de la nuit. Privée de son obscurité au sein de laquelle les voix des commissaires semblaient celles

relation avec les membres du Front (1). Même les parties de soi-disant belote qu'il organisait camouflaient des réunions. Qu'il nous donne les noms de ses partenaires, c'est simple.

De tous, c'est lui que je méprise le plus. Intendant du palais présidentiel, pris en flagrant délit de détournement, il m'avait imploré quand j'avais été chargé, par le président, de faire la lumière. Il avait invoqué des liens

parles du président, il sait bien combien tu as détourné. Pas loin de deux millions, que tu as remboursé à ma demande, d'ailleurs. Cela ne t'enlève rien du qualificatif !

— Calmez-vous tous les deux, jeta Ismaël. Conté, n'attaque pas Alata sur un terrain où il est imbattable. Mais qu'Alata nous donne les raisons pour lesquelles il a camouflé tes vols au lieu de te faire emprisonner.

— Je n'ai rien camouflé. Il a rendu

« Je te rappelle le fait pour te prouver que, dans ce procès, nous ne pouvons juger de rien ni de personne. Avant que le dossier ne soit clos, qui peut savoir combien de cadres seront encore en place parmi nous qui assistons, en ce moment-même, aux dépositions des accusés ?

Je comprenais que cette comédie se jouait à mon intention. Quelle part de réel y avait-il ? Et pourquoi le maître de jeu acceptait-il de me montrer

**« Ce n'est qu'un salopard, je l'ai toujours dit.  
Nous avons les moyens  
de convaincre les plus récalcitrants.  
Il faut le chauffer ! »**

de zombies venus du royaume des Morts pour vous y conduire, la salle, toute petite, devenait ridicule. (...)

C'était tous des amis, enfin des hommes auxquels j'avais rendu des services. Voici Conté Luceny, commissaire de police, qui ne peut pas avoir oublié qu'un mot de moi l'aurait envoyé en prison, il n'y a même pas un an. Et là encore Keita dont j'avais encouragé la nomination comme inspecteur des Affaires financières et qui m'avait chaleureusement remercié. Le ministre est très détendu, enjoué. Il me met d'emblée à l'aise en m'offrant et allumant une Dunhill. Je n'aime pas le tabac «jaune» comme on l'appelle ici, mais ne me montre plus difficile et ne fais pas la fine bouche pour rien de ce qui se mange ou se fume ! Je tète donc mon tube et me relaxe. Tout juste si je ne me crois pas au salon et ne croise pas les jambes !

— Notre camarade nous pose un gros problème, affirme brusquement Ismaël en regardant alternativement ses assesseurs.

Ceux-ci jusque-là tout miel, se redressent, leurs visages se ferment. Keita interroge :

— Vous nous aviez dit que tout allait bien avec lui ?

— Oh, tout va bien ! » Ismaël eut un geste lénitif de la main droite. « Mais il a honte et ne peut pas nous aider comme nous le voudrions.

— Pourquoi encore cela, camarade ministre ? Il n'y a pas de honte qui me retienne. C'est votre analyse, pas la mienne. Je ne peux rien faire parce qu'il n'y a rien à dire, c'est pourtant clair.

Comme dans un ballet bien réglé — et je saurai plus tard que rien n'est improvisé dans ces débats où tous ont appris et répété leur leçon — chacun se jette en avant dans la discussion, place sa banderille.

— Tous les rapports de police ont prouvé dit Conté qu'Alata était en

de parenté avec ma femme pour me supplier de le faire pardonner. Submergé par des cas identiques, convaincu qu'il aurait fallu arrêter la moitié des fonctionnaires si on voulait faire la chasse à la corruption et aux vols, j'avais cédé contre restitution des sommes prélevées et lui avais épargné la prison. Et il était là, me jugeant ! Keita renchérit :

— Sa maison ne désemplit pas de diplomates étrangers. Il était au cœur du mouvement !

Pour lui, c'était plus triste. C'était sa femme qu'il m'avait dépêchée pour les remerciements, une très jolie femme, parfaitement disposée à récompenser l'homme qui permettait à son mari de lui offrir de jolies tenues et une voiture de fonction. Tenin, point dupe, en avait bien ri et, fort aimablement, proposé de nous laisser le champ libre !

J'explosai :

— Tous ceux qui me fréquentaient étaient donc des ennemis de la Révolution ! Je vous ferai remarquer deux choses : premièrement, si je suis bien avec certains diplomates de l'Ouest, dont les Américains et les Italiens, je reçois, en amis, l'ambassadeur de Cuba, des conseillers soviétiques, tchèques, yougoslaves, DDR et même chinois ? Deuxièmement, vous-mêmes : Conté, Keita, Guichard vous étiez très fréquemment à la maison : il faut donc vous arrêter sur-le-champ !

— Pas du tout, balbutie Conté. Le ministre sait bien pourquoi je te voyais. J'allais chez toi pour raison de service. Chaque fois je faisais un rapport à mon ministre. C'est grâce à moi qu'on a commencé à se méfier de toi. J'ai dénoncé tes agissements au président en personne.

— Tu mens, espèce de voleur, grondaï-je, perdant toute patience.

— Qu'est-ce que tu oses me dire, toi un espion, un mercenaire ?

— Je te dis que tu mens. Si tu

l'argent et j'ai plaidé sa cause auprès du patron, c'est tout !

— Ça c'est le mobile apparent : la noble générosité. En réalité, tu voulais te servir de la reconnaissance de Conté pour atteindre plus facilement ton ami. Un agent de la Sécurité attaché à sa personne, c'était plus tentant pour tous vos plans machiavéliques. Conté, acheva Ismaël, tu devrais remercier Dieu. A quelques semaines près tu te serais trouvé aux côtés d'Alata au lieu de nous aider à le juger. Quant à tes amis diplomates que tu crois révolutionnaires, nous sommes beaucoup plus renseignés que tu le penses, Cardos le Cubain, par exemple, est très suspect. Ami de Baidy Gueyé, de Kaman Diaby, nous ne désespérons pas, au cours de cette enquête, de prouver qu'il est vendu à l'impérialisme, tout cubain qu'il soit !

Si j'étais trop stupéfait pour relever quoi que ce soit de cet étrange affirmation, Conté voulut encore protester :

— Jamais, camarade ministre, jamais il ne m'aurait fait accepter. Ma fidélité au Parti...

— Laisse, laisse, le coupa Seydou. Les plus vieux amis du président, des hommes qui mangent au même plat que lui depuis trente ans, des membres fondateurs du Parti, on trouve tout cela dans cette affaire, alors fous-nous la paix avec ta fidélité ! Elle ne se présume plus. Elle se prouve ! Ismaël leva la main, il souriait. Visiblement la scène le ravissait.

— Voyons, Conté, n'oublie pas que Sagnon Mamadi, hier encore ministre de la Défense, et membre de la commission Alpha Yaya, a été mis hors d'état de nuire depuis trois jours ! N'as-tu pas été son chef de Cabinet assez longtemps ? Un aussi bon révolutionnaire que toi qui a omis de nous signaler les agissements de cette vipère?... Non rassure-toi... » Ismaël constatait la décomposition à vue d'œil du visage de son assesseur...

les loups se dévorant entre eux ? C'était un avertissement qui m'était donné, avertissement de ne m'étonner plus de rien. Le ministre avait terminé sa démonstration, il se tourna vers moi :

— Nous allons maintenant passer aux actes. Tu as lu, hier, les dépositions de Baba. Tu as appris le plan diaboliquement ourdi par les impérialistes. Nous voulons tous les détails. Il nous faut savoir comment étaient organisées les connections entre les quatre organismes impliqués : Services français, SS nazis, CIA et Front. Nous voulons connaître les chefs du Front, surtout ceux qui se sont camouflés dans nos rangs, ici-même.

Je me sentis presque défaillir. Ils étaient fous !

— Vous voulez parachever votre œuvre ! protestai-je d'une voix qui devait avoir la même résonance que celle de Conté, tout à l'heure. Vous m'avez fait enfermer à vie, et maintenant vous me passez la corde au cou !

— Enfermé à vie ? Qui t'a raconté cela ? demanda Seydou. Tu n'es même pas condamné !

Je haussai les épaules, ébauchai un très pâle sourire :

— Il ne faut pas nous prendre pour des cons ! Les exécutions de Tumbo et la condamnation à perpétuité, nous connaissons tout.

— Je le savais bien, dit Conté. Il fallait les mettre tous au secret absolu pour empêcher les bruits de se répandre dans la prison. r... r

— C'est pendant que nous étions isolés que nous avons tout appris. Même le vent sait apporter des nouvelles au prisonnier !

— Laissons cela, coupa Ismaël. Je te parlerai de ta condamnation un autre jour. Que sais-tu des responsables du Front ?

— Je n'ai jamais appartenu au Front. Je n'ai jamais eu aucune liaison avec aucun d'eux. Ma réputation

à Conakry était telle qu'ils n'auraient jamais osé s'ouvrir à moi de leurs projets.

— Je ne dis pas que tu aies appartenu au Front. C'est une accusation qui a été abandonnée. Mais il est impensable que les Services français auxquels tu appartiens — cela, du moins, depuis ta déposition de janvier, tu ne peux le nier — ne t'aient pas demandé de leur fournir le maximum de renseignements sur la composition de cette organisation et son fonctionnement.

Je continuais de sourire. Ces gens agissaient comme des fourmis mais, comme elles, se faisaient prendre à leur propre routine :

— D'après ce que vous avez toujours déclaré, par la radio, les journaux, au cours de l'instruction de janvier, partout, le Front est une création de Foccart et de ses services secrets. Quel besoin auraient-ils eu de demander des renseignements sur leur propre chose ?

Le ministre pinça les lèvres.

— Laissons cela, une fois encore. Au moins peux-tu nous renseigner sur les liaisons, à l'échelon état-major, entre les Services français, SS et américains ?

— Mais vous êtes fous, tous, complètement fous !

— Tiens ta langue, gueula Seydou reprenant ses efforts son ancienne attitude.

— Je ne peux pas vous appeler autrement. Parce que j'étais officier français de réserve vous m'avez obligé, en janvier, à reconnaître que j'appartenais au SDECE. Cela ne vous suffit pas ?

— Justement, un officier supérieur est au courant de beaucoup de choses. Si un minus comme Baba connaissait les grands projets, tu ne peux pas toi, prétendre que tu ignores tout.

— Je ne suis pas officier supérieur,

nieur, chef d'escadron de réserve et sur le dos duquel la Guinée faisait reposer le plus clair de ses accusations contre la France.

— Même en l'admettant, repris-je, m'efforçant de conserver mon calme, cela devient une garantie. Je ne puis appartenir à la fois à plusieurs réseaux. Dans les romans seulement on voit des agents secrets doubles !

— Voudrais-tu insinuer que la déposition de Baba soit un roman ? Il a reconnu appartenir à trois services ! C'est un faux, selon toi ?

Je ne pouvais m'engager sur ce terrain.

— Sa déposition le concerne. Je la trouve invraisemblable, mais lui seul peut connaître ses propres raisons.

— Et les SS ? demanda doucereusement Seydou.

— Quels SS ?

— Le réseau monté par Siebold à Kankan était un réseau SS nazi. Clauzels nous en a fourni la preuve.

— Ou bien ce type est fou ou bien vous l'aurez incité à vous raconter des âneries ! SS nazis ! S'il y a eu une action montée par la République fédérale en Guinée, elle n'est certainement pas SS.

— Sais-tu comment nous avons obtenu les aveux complets de Siebold ? demanda Guichard qui me regardait depuis le début de l'entretien avec l'air détaché du pêcheur qui suit son bouchon titillé par un gros poisson.

Je fis signe d'ignorance.

— Hé bien, dit Israël, il avait résisté déjà à de très fortes pressions. Très courageux, en vérité quand Clauzels nous a conseillé de faire appel à son honneur d'officier SS. Dès que nous l'avons entrepris sur ce terrain, il s'est levé, a fait le salut nazi, a crié « Heil Hitler ». Et librement il nous a donné tous les renseignements que nous désirions.

J'avais une forte envie de lui pouf-

de cet esprit chez les Allemands. Tous mes familiers, mes enfants que j'ai élevés dans ces idées, ma femme même, Tenin, peuvent témoigner que mes sympathies peuvent aller à des Allemands à titre individuel, jamais à une collectivité germanique. J'ai encore refusé à ma femme, l'an dernier, de rendre visite à l'ambassade de la DDR. Elle était toute fière d'y présenter son mari puisqu'elle a fait un stage de deux ans à Leipzig mais elle a renoncé à me faire fréquenter des Allemands en groupe. Je leur suis allergique. Qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, ils resteront toujours pour moi ceux qui ont brûlé Oradour, ceux qui ont scié un de mes camarades de combat attaché sur une planche !

— Hé bien, triompha Ismaël. Tu apportes de l'eau à notre moulin !

— Non justement, j'en détourne ! Jamais les Fédéraux ne toléreront la renaissance officielle d'un mouvement nazi. S'ils ont organisé l'agression de novembre, s'ils l'ont fait, c'est officiellement par leur réseau officiel, non par une clownerie baptisée SS nazi ! Vous les croyez assez fous pour donner des verges pour les fouetter ?

Seydou frappa la table du poing.

— Siebold, dont ce n'était pas le véritable nom, a fait la guerre comme capitaine SS.

— Il était sturmbannführer, commandant, rectifiai-je tranquillement. Mais cela, le président le savait parfaitement et vous aussi. La DDR a fait parvenir à tous les hauts responsables guinéens un exemplaire de son livre blanc sur les anciens nazis camouflés dans des emplois administratifs, militaires ou industriels de la République fédérale ! Entre parenthèses, elle avait oublié ceux qui étaient dissimulés et dédouanés chez elle. Les Fédéraux ont immédiatement répliqué en rétablissant l'équilibre ! Toute la vie du sturmbannführer Siebold, croix-de-fer de première

mais laissons cela. En fait, il y avait déjà eu l'affaire Laville qui prouvait qu'effectivement vous, camarade ministre, vous n'étiez pas, du tout, l'ennemi des anciens SS.

Ismaël blémit, son front se plissa. Il fait de très gros efforts pour rester calme.

— Que vas-tu chercher là ? Que'est-ce que Laville vient voir dans cette histoire ?

— Rien dans l'opération de 1970, camarade ministre, mais Laville a été deux ans durant, de 1958 à 1960, votre conseiller le plus écouté. Vous ne pouviez pourtant pas ignorer que l'obersturmführer SS Laville avait servi à la division des Waffen SS Charlemagne et qu'il avait été condamné, par contumace, à vingt ans de travaux forcés par le tribunal militaire de Metz. Evidemment, quand la Sécurité française a fini par le cueillir à Paris, un jour que, fort de votre confiance et enhardi par l'impunité, il s'y est hasardé, vous n'avez pas protesté et vous l'avez laissé purger sa contumace.

Une lueur étrange brillait dans les yeux du président de la commission. Intérêt, sympathie ou haine, je n'aurais su le dire. Pour moi, je parlais dans le brouillard, désespéré, me battant comme un chien sur un os.

— Nous perdons notre temps, se borna-t-il à murmurer. En clair, tu refuses toute collaboration ? Ton ami va être déçu !

— Je ne puis accepter de nouveaux mensonges. Si vous continuez comme vous le faites, vous vous assiez tous, ici, tôt ou tard...

Et j'indiquais mon tabouret de prisonnier.

Seydou bondit. N'eût été la table il m'aurait empoigné au collet.

— Tu dévoiles tes batteries ! Tu souhaites le triomphe de nos ennemis !

— Je ne le souhaite pas. Mon ami-

## « Vous tissez un réseau de mensonges si serré que l'un après l'autre, vous vous y engluerez tous ! »

un simple lieutenant de réserve. Evidemment, pour vous, capitaine, c'est quelque chose. Dans l'armée française, lieutenant ou capitaine ce sont de très petits grades et, dans la réserve, il y a en des dizaines de milliers !

— Possible, dit Ismaël. Mais cela ne change rien au fait que tu sois officier, que tu sortes de l'Ecole militaire interarmes de Coëtquidan et le plus haut gradé, réserve ou non, des Européens que nous avons arrêtés ! Il y en avait un autre qui était commandant mais il s'est enfui à temps. Si tu connais toutes les condamnations tu dois savoir qu'il a été condamné à mort par contumace.

Je connaissais le cas de cet ingé-

fer au nez. Pourtant cet homme était redoutable, intelligent et fin. Il ne manquait pas de culture mais il était évident que son processus mental n'avait rien conservé du vernis qui lui avait été imposé dans les écoles françaises, évident également qu'il ignorait tout des Européens, ignorance aussi complète et définitive que celle d'un Henri ou d'un Ropin vis-à-vis des Africains.

— Je suis assez à l'aise sur ce thème, essayai-je d'avancer le plus posément que je pus. La résistance en France, bien que je n'y aie participé que très modestement, m'a marqué pour la vie entière. Je hais tous les fascismes et, particulièrement, je crains profondément la renaissance

classe, y était retracée. Est-ce que quelqu'un, en Guinée a, alors, demandé son expulsion ?

— Nous n'avions rien contre les SS à ce moment-là. C'était pour nous une histoire du passé qui vous regardait, vous autres Européens. Une simple liquidation de vos querelles. Allemands et Français ont été colonisateurs de l'Afrique. Leurs luttes intestines ne nous concernaient pas.

— Elles l'auraient dû si vous étiez de vrais marxistes. Socialisme marxiste et fascisme sont des antinomies qui ne peuvent laisser indifférent un convaincu. S'isoler du reste du monde n'est pas, non plus, une attitude révolutionnaire consciente,

tié pour le président reste intacte. Ce ne sont pas les contre-révolutionnaires qui vous placeront ici, vous y réussirez bien vous-mêmes. Vous tissez un réseau de mensonges si serré que l'un après l'autre, vous vous y engluerez tous !

Les quatre assesseurs étaient très visiblement hors d'eux-mêmes. Seul Ismaël conservait un calme marmoreen.

— Tu es un mauvais élève, aujourd'hui, Alata. Nous te rappellerons dans quelques jours. Réfléchis bien. Tu peux encore changer d'attitude.

Et je rejoignis ma cellule.

J.P. ALATA  
Copyright Editions du Seuil,  
1976 ■

# c'est aussi politique

## parabole pour le temps présent

La décision qu'a prise Alain Mergnat de mettre en scène *la Bonne Ame de Sé-Tchouan* (1) est d'autant plus intéressante que cette pièce de Brecht n'avait encore jamais reçu jusqu'ici en France le grand traitement scénique qu'elle mérite. Pièce difficile, à qui Brecht lui-même n'a jamais fait subir l'épreuve du plateau. Il l'a, sur la fin de sa vie, confiée à Benno Besson, dont la carrière est jalonnée par des re-créations de *la Bonne Ame*. Elle n'a connu ici, ces dernières années, après un essai d'André Steiger au T.N.P. et un autre de Pierre Lefèvre à la Comédie de l'Est, que la désastreuse réalisation de Jean Mercure au Théâtre de la Ville.



Y avait-il dans cette situation en France de *la Bonne Ame de Sé-Tchouan* comme un défi? Alain Mergnat le relève avec une fidélité à Brecht qui est plus dans l'esprit que dans la lettre, ce qui donne au spectacle force et liberté.

Dans une Chine de légende, trois dieux descendent sur terre pour trouver au moins une bonne âme. Ils la trouvent en la personne de la prostituée Shenté. La somme d'argent qu'ils lui donnent doit lui permettre de trouver un travail honnête. Elle ouvre une boutique de tabac, mais est bientôt proche de la ruine par incapacité à résister à ses bons sentiments. C'est seulement lorsqu'elle est enceinte et pour préserver son enfant de la misère qu'elle se débarrasse des pauvres qui mangent son bien. Pour cela, elle s'invente un cousin inflexible dont, déguisée, elle joue le rôle. Aux dieux qui lui demandent des comptes, elle ne peut qu'énoncer la loi qui commande toute l'action politique de Brecht : on ne peut pas être bon dans

un monde méchant, ni généreux contre soi dans la société de l'argent : il faut changer le monde.

### l'univers de la fable

Mergnat laisse se développer la fable en lui donnant un caractère d'histoire racontée — un petit garçon la lit dans son livre d'images — et en ne trichant pas avec ce que son déroulement a de répétitif. Scènes après scènes, suivant que Shenté se réfugie dans la dureté qui la défend ou qu'elle tente de vivre son aventure de femme sensible, elle devient son cousin Shoui-ta ou redevient Shenté. Mergnat se garde seulement de toute localisation qui bloquerait visuellement l'imaginaire. De la Chine ancienne, la pièce actuelle n'a gardé que des noms. Ils participent à cette rêverie qui flotte sur elle, qui superpose les images et permet un élargissement soudain de l'appareil scénique.

Mergnat a trouvé en Emmanuelle Stochl l'interprète qui ne permet plus d'imaginer une autre Shenté. On pouvait penser que, très jeune femme, elle donnerait son personnage féminin de façon presque naturelle, réservant ses efforts de composition pour son dédoublement en Shoui-ta. Au contraire, et c'est là que son métier et son très grand talent confondent, elle a composé les deux personnages, se cantonnant pour jouer Shenté la douce, l'aimante (elle, dont la présence sur scène est certaine — il suffit de se rappeler son autorité dans *La Tragédie optimiste* montée par Jean-Pierre Vincent) dans ce qu'on pourrait appeler une sous-présence ou une présence gommée (elle n'est qu'une jeune fille ordinaire) d'où lève l'énigmatique création de l'esprit qu'est Shoui-ta. Plus rien alors, dans la construction de celui-ci, sa silhouette architecturée du dedans, sa

démarche, le geste de la main gantée de blanc ou celui de l'épaule compensant le poids du ventre qui s'arrondit, qui ne soit signé.

### pièce-cauchemar

Pourtant, si fort soit pour l'imagination ce jeu des doubles, il reste enfermé dans l'univers de la fable. Est au contraire donnée à la musique et à la scénographie la charge de susciter dans l'espace scénique un autre imaginaire.

A côté du *dit* de la pièce, il y a un *non-dit*. Ecrite entre 1938 et 1940, elle prend en charge l'angoisse de Brecht devant une Allemagne qu'il a dû fuir et qui, sous la férule d'Hitler, ne sort de la misère que pour s'enfoncer dans l'horreur.

Telle que Mergnat la donne à voir, elle est une pièce-cauchemar. Des bandes d'affamés y circulent ou se tapissent au sol sous des monceaux de loques. La scénographie (de Jean-Vincent Lombard) juxtapose les lieux de la fable — herbe, arbre, ponton, et la boutique dans une carcasse de voiture — avec des éléments non naturalistes, en particulier le rideau de tulle qui est indication des scènes d'intérieur, mais par sa transparence à partir de laquelle se créent des lointains et par l'ombre portée des branches, l'irruption d'un univers dématérialisé où naît le songe. La musique (de Jean-Marie Sénia) affirme son autonomie par rapport à la fable. Elle énonce une parole surajoutée, la protestation contre un monde clos et l'incitation à en sortir en le brisant.

La pièce, sans fin logique, s'achève par une adresse au public. Mais plus que les mots, l'appareil scénique tout entier l'affirme : si fortes que soient les images qu'elle suscite, la dialectique de Shenté et de Shoui-ta, de la bonté naturelle et du calcul, nécessaire en société capitaliste, ne peut se résoudre qu'hors du théâtre, par l'action politique directe.

Dominique NORES ■

(1) Au Théâtre de Bourgogne, jusqu'au 30 octobre, à Dijon (St-Jean); en novembre, à la Maison de la Culture de Chalon-sur-Saône.

## PSU documentation

### Numéros disponibles

N° 22-23 <i>Sur le mouvement politique de masse</i>	2,00
N° 24-25 <i>La police dans la lutte des classes</i>	2,00
N° 27-28 <i>La crise du système monétaire international</i>	2,00
N° 51 <i>Le recrutement</i>	1,00
N° 52-53-54 <i>Quand les patrons vont à l'école</i>	3,00
N° 56-57 <i>Sionisme et libération palestinienne</i>	4,00
N° 86-87-88 <i>Le chômage sous-produit du capitalisme</i>	6,00
N° 92-93 <i>Une section du PSU à Paris</i>	4,00
N° 94-95 <i>Militer contre le militarisme N° 2</i>	4,00
N° 96-97 <i>Le syndicat de la magistrature</i>	4,00
N° 98-99 <i>Le syndicalisme à l'école</i>	4,00
N° 102 <i>Comités de soldats, droit bourgeois et lutte des classes</i>	2,00
N° 103-104-105 <i>Electronucléaire et développement capitaliste</i>	6,00
N° 106-107 <i>Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste</i>	4,00
N° 108-109 <i>Les rapports Partis-Syndicats</i>	4,00

### VIENT DE PARAITRE

N° 110 *Comment battre la droite* 2,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS  
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

# les armes de la critique

## le chant du cygne

Il est étrange, surtout quand on n'a pas encore trente ans, de lire son histoire dans un livre. Plus exactement, de lire la fraction d'histoire que l'on partage avec des milliers d'autres. C'est pourtant ce qui se passe à lire *Les déclassés* de Jean-François Bizot. Plus étrange encore, ce « roman » « chronique picaresque des années 60-70 », est sélectionné pour le Goncourt. Dix années décisives, berceau de tant de remises en cause, n'auront-elles pour sanction qu'un best-seller et une révélation littéraire ?

« Les déclassés » racontent, si l'on peut dire, la trajectoire d'Hugues, fils de famille, « porté par un courant qui l'emmenait où confusément il ne voulait pas aller : l'élite et le pouvoir ». Douleuruse pesanteur dont on ne réchappe pas.

Hugues « perd son temps dans la bonne société » ; il étouffe dans son monde dont il n'aperçoit comme horizon que « l'affrontement féroce et camouflé d'une grande famille bourgeoise descendante et d'une bourgeoisie moyenne montante ».

A la recherche d'un autre univers, il entame la grande dérive, celle du grand brassage, des hommes et des idées : les films d'art et d'essai, les premiers disques de rock, les flirts, les discussions philosophiques, la recherche des « avant-gardes », la découverte de la classe ouvrière (Hugues, élève ingénieur, s'engage dans une usine, « clown déguisé pour l'été »), celle de Marx. On est en 1965. Hugues se forge une identité dans la « pure révolte ». Il s'engage dans les comités Vietnam et participe au premier débat d'où émergera une nouvelle génération révolutionnaire (« Paix au Vietnam » ou « FNL vaincra » ?). Il milite, colle des affiches, vend le *Courrier du Vietnam* sur les marchés ; Hugues se blinde, il vit dans la certitude.

Le hasard lui fait rencontrer les premiers personnages d'une faune étrange, les mutants de ce siècle et leurs attributs : drogue, rock'roll, vêtements colorés, maquillage, corps libres et entremêlés. Il a beau résister, rationaliser, tracer la « ligne de classe », devant ce monde ouvert et inconnu « son arsenal faisait floc ! ».

Dès lors, on est un peu avant 68, le pli est pris. Hugues, frénétiquement, cherche à articuler ce qu'il sait de Marx et de la lutte des classes et ce qu'il sent du grand renversement de perspective que l'underground annonce.

### dire « je »

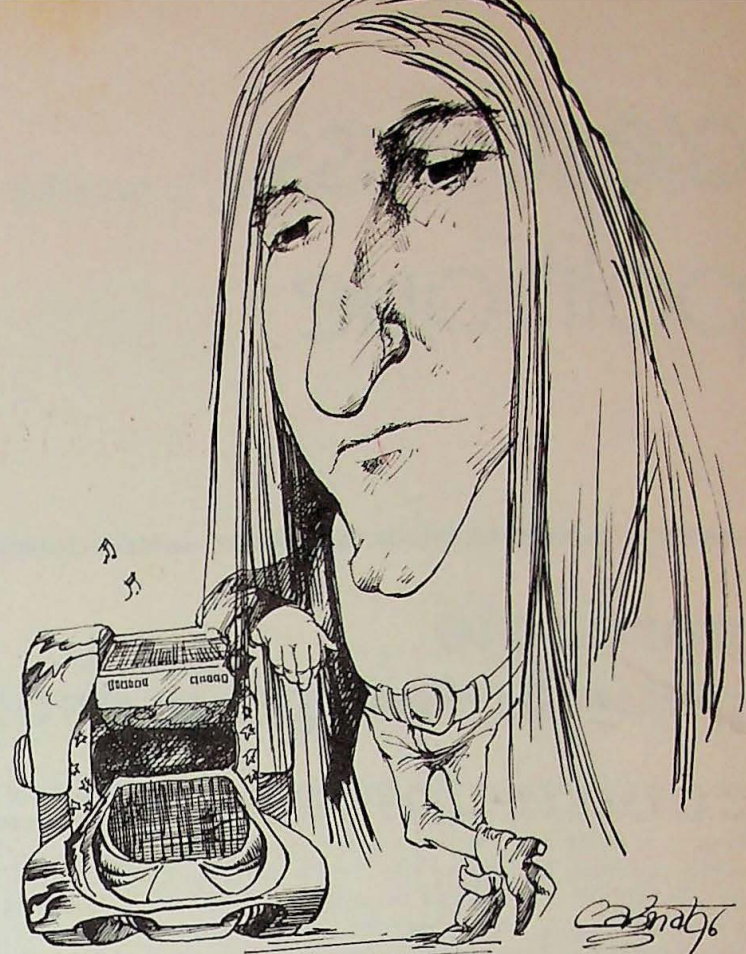
De Mai-68, qui précisément marque la fusion de ces deux bouleversements idéologique et pratique, Bizot n'écrit rien. Son propos est de décrire un monde qui, avec le recul, apparaît plein d'illusion ; la réalité, elle, est « au-delà du langage ». Il en restera tout de même une leçon : Hugues qui

aurait pu avoir l'enfance d'un chef « traditionnel » « perd confiance dans les chefs ». Il veut cesser d'être complément d'objet direct, devenir sujet, dire « je » ; espace commun à l'idéologie underground et au mégalomane. Aux Etats-Unis il verra cet espace-là, de symbolique devenir réel (ou plus simplement d'aspiration devenir vie). Les Etats-Unis : les Blacks et les Whites panthers, Woodstock, l'errance, les « tribus » nomades, les « lieux », les poètes-fous, la drogue, les « tronches », les réseaux alternatifs, le « changer la vie tout de suite » ; la distance est immense par rapport à Paris et ce/ceux qu'il y a laissés. Ici, c'est le règne du « mouvement » : une articulation souple et mouvante d'une multitude d'aspirations autonomes, une aventure aveugle en forme de raz de marée, une migration intérieure sans perspective ni planification, « impensable », parce que détruite dès que « pensée ».

### prendre son pied

Qu'on est loin de Paris et des débats sur la construction du parti révolutionnaire. A Orly, lorsqu'il revient, il n'y a pas une seule « tronche » de visible dans le hall : c'est tout dire... C'est déjà l'après-mai. La politique commence à se dissoudre. Et d'abord certaines organisations qui se dispersent et s'éparpillent. VLR et son journal *Tout* ; les manifestations contre les organisateurs de concerts pop aux cris de « le rock appartient au peuple » ; la naissance du MLF, la création du FHAR. Hugues « se branche ». Il retrouve, entraînés dans le même tourbillon (contre) culturel, ses anciens amis d'enfance et Roger, cet ouvrier rencontré dans un stage en usine.

C'est la grande époque des fêtes, le monde du refus et du parallèle peuplé de ses « sauvages », dont le « pied » devient la seule idéologie. Cryptosituationnistes et simili-loubards, vrais déclassés et faux marginaux ; les chevelus et les autres ; les débraillés et les autres ; ceux qui mangent autour d'une table et les autres. Hugues vit avec eux, fait avec eux, mais Hugues ne reste pas sans héritage : Hugues reste toujours « distancié » ; il ne dérive pas vraiment. Dans ce monde là, aussi, il est du côté de l'élite et du pouvoir. En France, le mouvement



politique profondément enraciné reste dominant, tandis que l'underground emprunte et importe ses tics.

Hugues organise son Woodstock et fonde une communauté (il préfère dire un « territoire libre »). De là où il se situe il peut jeter un regard critique sur son double échec.

Par elles-mêmes les « tronches » n'ont pas brisé le vieux monde. Elles ne se sont même pas tenues à son écart. Elles ont déplacé certaines questions et certaines réponses, mais leur monde a, lui aussi, ses déviants (le « provocateur » et le « junkie ») ; il produit lui aussi ses fous et ses malades ; et tout cela, comme le vieux monde, il lui faut, pour survivre, les expulser. La différence c'est que le vieux monde en vit alors que celui-ci en meurt.

### contagion

Cette mort, celle de l'idéologie du « pied » et des grands épanchements culturels, c'est aussi la mort d'un certain gauchisme flamboyant, tué un matin devant chez Renault en la personne de Pierre Overney. Son enterrement, où symboliquement *tout le monde était là*, scelle cette fin simultanée, en même temps qu'il clôt la

partie « racontée » de la vie d'Hugues. Enorme chant du cygne dont on ne saura pas, du moins dans le livre (dans tout livre pour le moment) sur quoi il s'ouvre. Ce qui est sûr, c'est qu'il est sorti quelque chose de cette plongée ; quelque chose a mûri qui a produit un nouveau rapport à soi, aux autres et à la société. En « contagiant » le domaine politique comme celui-ci l'a contaminé, il a créé un champ social neuf où tout est politique et la politique l'expression consciente de cette totalité. Certes, à ce niveau, rien n'est encore vraiment systématisé, même si de multiples pratiques, éclatées et moléculaires, en montrent la ligne de développement.

Marx écrivait qu'à l'époque des révolutions prolétariennes « le contenu déborde la phrase ». Que dire, à l'époque où la vision d'un prolétariat messianique libérant par l'acte de sa propre libération l'humanité tout entière, devient mythique, à l'heure où les divers mouvements autonomes enrichissent son combat mais à partir de leurs propres déterminations ? Le livre de Bizot arrive bien. S'il a réussi à faire entrer un contenu dans sa phrase, c'est que celui-ci avait fait son temps.

Maurice NAJMAN ■

## LIBRAIRIE

### Liste n° 8

#### « LE PETROLE » EDITIONS ALAIN MOREAU

- DOSSIER « R »  
Comme Racket pétrolier  
C. de Brie - M. Etienne - M. Mousel - F. Turquan  
et la commission économique du PSU 39,50
- LES SEPT SCEURS  
A. Sampson  
Exxon - Shell - Texaco - Mobil  
BP - Socal & Gulf  
Prix international de la presse 1976 54,00
- LE COMLOT PETROLIER  
Philippe Simonot 36,00

Prix réel ... 129,50

NOTRE PROPOSITION : F. 115,00 FRANCO

Adresser commande & règlement à :  
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, CCP 19 706 28 Paris

## trois livres contre-coloniaux

La Réunion est un département français depuis 1976. Porteur au début d'un espoir de changement — ça valait toujours mieux que de rester une colonie! — ce statut est vite apparu comme une gêne et une cause supplémentaire de blocage : il renforçait finalement la dépendance de l'île par rapport à la France, et faisait des Réunionnais des assistés permanents, sans prise sur les difficultés de leur vie réelle. C'est à partir de ces contradictions qu'est né et a mûri le projet politique « autonomiste ». Proposée par le Parti communiste réunionnais au début des années soixante, la revendication de l'autonomie est maintenant soutenue activement par l'ensemble des forces de gauche à la Réunion. Des projets similaires existent dans la plupart des autres DOM-TOM, et la gauche métropolitaine s'est engagée solennellement à respecter les choix des populations d'outre-mer lorsqu'elle accèdera au pouvoir. L'étude de Michel Robert — un universitaire originaire de la Réunion — fait le bilan d'une lutte originale et souvent mal connue en France.

Philippe MARIELIE ■

(1) Michel Robert, Combats pour l'autonomie, Paris, IDOC-France, 1976, 35 F.

### traite silencieuse

Un Réunionnais sur sept vit en France. L'immigration, encouragée par l'administration, fait partir vers la « métropole » plus de 5 000 jeunes chaque année. Et M. Michel Debré, député de la Réunion, pense que d'ici dix ans, le Bureau de migrations des DOM-TOM (BUM/DOM) aura assuré le transfert en France de 100 000 Réunionnais au moins. Est-ce une saignée salutaire, comme l'avancent les thèses officielles? Est-ce au contraire une manipulation destinée à priver l'île de ses forces vives et à en accélérer l'assimilation, comme le craint l'opposition de gauche à la Réunion? Isabelle Tal (1) a écrit sur cette « traite silencieuse » un petit livre chaleureux, étayé par des témoignages concrets d'immigrés. « Français »... sur le papier? Français à part entière, ou entièrement à part? Qui sont-ils, ces jeunes venus des îles, qui nettoient nos salles d'hôpitaux, montent nos voitures et trient notre courrier?

P.L. ■

(1) Isabelle Tal, Les Réunionnais en France, Paris, éd. Entente 1976, coll. « Minorités », 29 F.

### Editions SYROS

9, rue Borromée

col. « Histoire et théorie »

27 F — 248 pages

« Ce livre répond aux questions que l'on se pose »

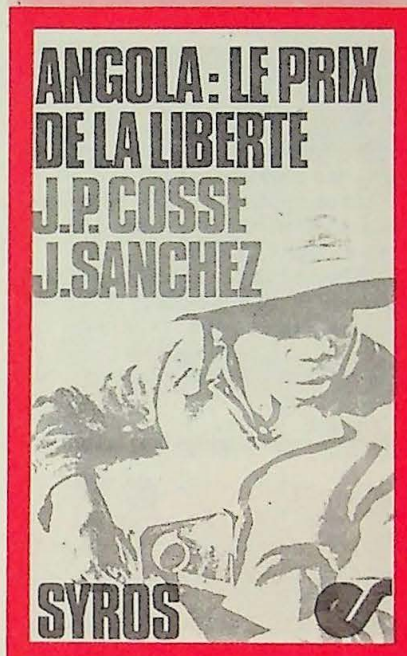
(René Lefort, *Le Monde diplomatique*)

« Le premier compte rendu rigoureux de l'effondrement d'un empire archaïque »

(Patrick Jarreau, *Politique hebdo*)

« Une somme de renseignements »

(*Syndicalisme magazine*, CFDT)



## LES MOTS CROISES DE TS

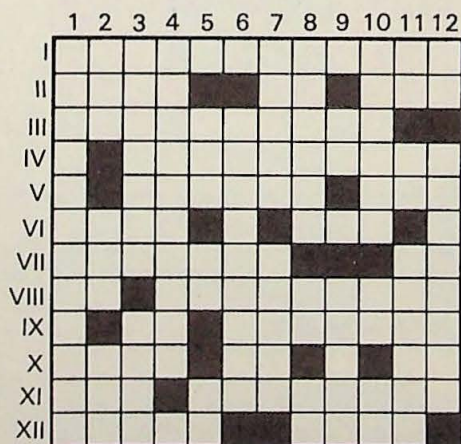
Problème n° 1

### DOM-TOM au pluriel

Djibouti, Antilles, Guyane, Mayotte, Tahiti... Encore la France coloniale, par le Collectif des chrétiens pour l'autodétermination des DOM-TOM. Ce livre fait le point sur la situation politique et économique des différents DOM-TOM. Il fournit aussi des éléments plus généraux sur l'économie de dépendance de ces pays, sur les transferts monétaires en direction de la métropole, la politique de Giscard et de Stirn, l'influence et la manipulation des mass-média par le pouvoir, la position des Eglises et les luttes actuelles pour l'autodétermination. Un ensemble qui fait connaître... pour mieux agir et pour contribuer à changer.

A.L. ■

(1) Paris, éd. IDOC-France - Parole et Société, 1976, 23 F (franco).



### Verticalement

1 - On n'y comprend rien. 2 - Unité; rivière d'outre-Manche; ça existe. 3 - Cela élimine toujours le plus gros; greffe. 4 - Souvent mis sur le sable. 5 - De bas en haut et en épelant: c'est cassé!; aussi « fort » que le chômage est pesant dans son pays (abrév.); fin de partie. 6 - Vraiment très vilains. 7 - Grande ou petite, elle charrie; muse. 8 - Une accumulation parfois primitive; ainsi l'INSEE voit-elle un travailleur; demi mal. 9 - Adverbe; reposai. 10 - Très huppées; en épelant: fut paraît-il un cas de guerre; note. 11 - Demi-peau de chien; saint normand; la droite a très peur d'en perdre. 12 - Préposition; bouclées.

### Horizontalement

I - Se monte souvent pour pas grand-chose. II - Eau courante; vieille cité; suivent les jeux. III - Victoire amputée. IV - Pas français I. V. Jures I; Ambigu dans un sens et ivrogne dans l'autre. VI - Solide dans le désordre; Essaü en fit tout un plat I VII - Tout nucléaire, dit EDF; et voilà le résultat I phonétiquement creux. VIII - Voyelle doublée; quel bazar I IX - en terre; voient venir l'ouverture avec inquiétude. X - S'échangeait parfois contre une polygonacée; conjonction; en nage. XI - Point; indiquent parfois une dépression. XII - Plein de buches; bêtes bêtes.

**Vendredi 29 octobre sur FR3 à 20 h 30 :** Vendredi service public « Les Municipalités ». Le pouvoir des mairies et l'évolution de leur rôle ces dernières années. Vendredi analysera aussi l'importance des prochaines élections municipales, non seulement pour leur enjeu politique, mais aussi à travers ce que les électeurs attendent du rôle de la municipalité. Emission que nous devons suivre dans le cadre de la préparation des élections municipales et qui doit nous permettre, profitant de l'impact de l'émission de populariser la charte municipale du Parti.

**Sur FR3 à 21 h 30 : Méditerranée :** « Histoire » (4<sup>e</sup> émission). Emission très intéressante, très didactique, en douze épisodes. Chaque épisode est repris le dimanche de la même semaine à 17 h 50.

**Sur Antenne 2 à 22 h 47 :** Ciné-club: *Les Enfants terribles* de Jean Cocteau.

**Samedi 30 octobre sur Antenne 2 à 20 h 30 :** Dans la série les soirées du grand théâtre historique: « l'assassinat de Concino Concini ». Réalisation de Gérard Vergez.

Un mélange extraordinaire d'histoire, de fantaisie et de rire, où la vérité historique serait respectée dans l'esprit et extrapolée dans la lettre. Cette première émission de la série nous permettra de juger sur pièce.

**Dimanche 31 octobre sur TF1 à 20 h 30 :** un film: « La ville sans loi » de Howard Hawks. Un style picaresque purement américain.

**Sur FR3 à 20 h 30 :** L'homme en question: *René Victor Pilhes*.

**Sur TF1 à 22 h :** *Sillage*: les juifs et la France. Emission qui devait être programmée le 24 et déjà annoncée dans *TS* n° 715.

**Lundi 1<sup>er</sup> novembre sur TF1 à 13 h 30 :** Sire Ours et un clown. Ce téléfilm tchèque, une succession ininterrompue de gags très drôles qui séduira autant les adultes que les enfants.

**Sur Antenne 2 à 17 h 05 :** un film de trois ballets en forme de sketches, *Invitation à la danse*, de Gene Kelly.

**Sur TF1 à 20 h 40 :** *Jules et Jim*, de François Truffaut, avec Jeanne Moreau.

**Sur TF1 à 22 h :** *Mourir autrefois*. Emission proposée par Pierre Dumayet. On ne meurt pas aujourd'hui comme on mourait autrefois, même s'il y a néanmoins une certaine permanence dans les craintes, les préoccupations des hommes vis-à-vis de la mort du XV<sup>e</sup> siècle à aujourd'hui.

**Mercredi 3 novembre sur FR3 à 20 h 30 :** Cinéma 16: *Journal d'un prêtre ouvrier*, de Maurice Vidal et Maurice Failevic. Le film est une restitution de plusieurs histoires vécues. L'historique du mouvement est en quelque sorte condensé. Le jeune prêtre du film au départ, raisonne comme les prêtres d'avant 1954, (évangéliser un nombre d'incroyants en s'intégrant aux plus humbles), puis, agit et vit comme les prêtres ouvriers actuels: le contact avec la classe ouvrière a modifié l'objectif premier et s'ils ne s'en écartent pas, leurs motivations sont beaucoup plus sociales, ce qui les amènent à militer syndicalement et politiquement pour certains.

# boîte à idées

Chers camarades,

Afin d'éviter le déficit permanent de *Tribune socialiste*, la section PSU du CDE et du CFF propose au parti :

— de faire passer l'abonnement à 150 F par an (comme la plupart des hebdomadaires);

— de mettre le prix de vente à 5 F le numéro. Une pièce de 5 F ou rendre la monnaie sur 5 F, facilite la vente militante et en 1977, tous les hebdomadaires se vendront à ce prix.

[...] D'autre part, il faut persévérer dans les ventes militantes sur les lieux publics, mais également sur nos lieux de travail, en effet, assez nombreux sont les sympathisants ou des membres d'autres organisations qui pour s'informer acceptent d'acheter *TS*. Si on leur propose de bouche à oreille.

C'est un travail personnel que chaque militant doit accomplir, nous constatons dans nos entreprises que cette méthode du « contact » est au moins trois fois plus « payante » qu'une vente à l'entrée de nos « boîtes », qui est considérée par les travailleurs un peu comme anonyme.

[...] Nous suggérons également sur les cartes d'adhésion 1977 de créer l'emplacement pour un cinquième timbre facultatif dont le montant serait intégralement versé à *TS*, ce qui n'exclut pas, sans en abuser, une campagne de soutien dans et pour *TS*.

Amitiés à toute l'équipe.

La Section du CDE et du CFF ■

*En ce qui concerne le prix du journal, nous pensons que les travailleurs ne sont pas indifférents à son prix. En lançant la campagne d'abonnement à 100 francs, nous pensons que ce prix calculé effectivement au plus juste, doit permettre d'en réaliser beaucoup, et du coup d'équilibrer les finances de *TS*, tout en élargissant son audience. Si nous n'atteignons pas nos objectifs, il nous faudrait réviser notre position.* ■

Chers camarades,

La section de Rouen a pris conscience de la nécessité absolue d'assurer la continuité de la parution hebdomadaire du journal, principal organe de propagande du parti.

Plusieurs décisions ont été prises :

— **Double abonnement** à chaque militant, payé par la section pour 4 semaines. Motiver les militants pour la distribution de ce deuxième numéro gratuit, pouvant amener, en outre, des adhérents.

— **Abonnement de six mois** pour des associations régionales à caractère « autogestionnaire ».

— **Abonnement de six mois** pour quatorze sympathisants, un grand nombre d'entre-eux s'abonneront par la suite.

— Renforcement de la vente militante.

Cela fait près de 70 abonnements souscrits... et reconductibles.

Section PSU de Rouen ■

*Si toutes les sections suivent votre exemple nous irons vite, très vite et dépasserons nos objectifs.* ■

Nous sommes entièrement d'accord : il faut sauver *TS*, maintenir la presse du Parti, mais il faudrait que vous nous aidiez de votre côté. Il nous faut absolument les journaux le samedi matin, tant que ce problème ne sera pas résolu, il sera impossible aux sections de province de faire une vente militante.

Section de Pau ■

*Vous avez totalement raison. Nous nous attachons à résoudre ce problème, qui est lié au fait que le journal est composé par une entreprise, et imprimé en province par une autre. Nous ferons preuve de ténacité, pour que vous receviez *TS* en temps et en heure.* ■

*TS* reçoit fréquemment des chèques de sections au titre de la souscription. C'est bien. Ce serait mieux encore si les sections pouvaient joindre à ces chèques des noms de sympathisants ou d'organisation autogestionnaire auxquels nous pourrions servir un abonnement de six mois. L'intérêt de l'opération est double : 1° On utilise cet argent pour faire connaître *TS* à de nouveaux lecteurs. 2° Au bout de six mois, nombre de ces lecteurs s'abonneront à *TS*.

Il faudrait joindre à ces adresses des lettres que nous enverrions aux nouveaux lecteurs où la section expliquerait les raisons pour lesquelles elle fait ce « cadeau ».

Alors, d'accord pour de nouveaux lecteurs. ■

## LES PUBLICATIONS DU PSU

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire, tirage de 25.000 exemplaires, reçu par tous les militants et les abonnés. Vente par les sections.

CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU, ayant pour vocation de préparer et de prolonger le débat autour du projet politique du PSU.

PSU-DOCUMENTATION, support de la formation des militants. Une douzaine de numéros par an.

LUTTES, brochure du secteur entreprise. Support de l'intervention du PSU dans les entreprises.

GERMINAL, journal du secteur agricole du PSU. Parution mensuelle. C'est le support de l'intervention du PSU en milieu rural.

**jusqu'au 31-12-1976**  
**Tribune socialiste propose**

FORMULE 1		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (6 mois)	70 F	60 F
T.S. (1 an)	120 F	100 F

FORMULE 2		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	140 F
Critique socialiste (1 an)	50 F	
	170 F	

FORMULE 3		
Abonnement	Prix normal	Offre T.S.
T.S. (1 an)	120 F	170 F
C.S. (1 an)	50 F	
PSU-Doc (20 n°)	30 F	
LUTTES (10 n°)	20 F	
GERMINAL (10 n°)	10 F	
	230 F	

## une offre supplémentaire

A tous ceux qui s'abonnent à l'une des trois formules,

**TS offre :**

« r... comme racket pétrolier » avec une forte réduction

Prix normal : 39,50 F

Offre TS : 30 F

(Franco de port)

confrontations



ALAIN MOREAU

Cette semaine  
**60**  
abonnés à  
**Tribune socialiste**

Bulletin d'abonnement  
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Je souscris un abonnement :

Formule 1 : 6 mois 60 F   
1 an 100 F   
Formule 2 : 140 F   
Formule 3 : 170 F

Ci-joint versement CCP ' CB' à l'ordre de :  
TS : CCP 582665 Paris

J'achète l'ouvrage  
« r... comme racket... » 30 F  (1) Rayer la mention inutile

TOTAL : F